

الجمعية المهنية التونسية
للبنوك والمؤسسات المالية

A P T B E F

Association Professionnelle Tunisienne des
Banques et des Etablissements Financiers

Rapport annuel

2011

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

BANQUES

- AMEN BANK (AB)
- ARAB BANKING CORPORATION (ABC)
- ARAB TUNISIAN BANK (ATB)
- BANQUE ATTIJARI DE TUNISIE (ATTIJARI BANK)
- BANQUE DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BFPME)
- BANQUE DE L'HABITAT (BH)
- BANQUE DE TUNISIE (BT)
- BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS (BTE)
- BANQUE FRANCO-TUNISIENNE (BFT)
- BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE (BIAT)
- BANQUE NATIONALE AGRICOLE (BNA)
- BANQUE TUNISIENNE DE SOLIDARITÉ (BTS)
- BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE (BTK)
- BANQUE TUNISO-LIBYENNE (BTL)
- BANQUE ZITOUNA
- CITIBANK
- SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE (STB)
- STUSID BANK
- TUNISIAN QATARI BANK (TQB)
- UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (UBCI)
- UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)

ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

■ ÉTABLISSEMENTS DE LEASING

- ARAB INTERNATIONAL LEASE
- ARAB TUNISIAN LEASE
- ATTIJARI LEASING
- BEST LEASE
- COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING
- EL WIFACK LEASING
- HANNIBAL LEASE
- MODERN LEASING
- TUNISIE LEASING

■ SOCIÉTÉS DE FACTORING

- TUNISIE FACTORING
- UNIFACTOR

■ BANQUES D’AFFAIRES

- BANQUE D’AFFAIRES DE TUNISIE (BAT)
- INTERNATIONAL MAGHREB MERCHANT BANK (IMMB)

BANQUES SPECIALISÉES OU A STATUTS PARTICULIERS

■ BANQUES OFFSHORES

- AL BARAKA BANK TUNISIA
- NORTH AFRICA INTERNATIONAL BANK (NAIB)
- TUNISIAN FOREIGN BANK

Président :

M. Habib BEN SAAD, Président Directeur Général de la Banque de Tunisie.

SECTION BANQUES :

Vice Président :

M. Brahim HAJJI, Président Directeur Général de la Banque de l'Habitat.

Trésorier :

M. Jaafer KHATTECH, Président Directeur Général de la Banque Nationale Agricole.

Membres :

- **M. Hichem SEFFA**, Directeur Général de la Banque Attijari de Tunisie,
- **Mme. Samira GHRIBI**, Présidente Directrice Générale de la Société Tunisienne de Banque,
- **M. Ahmed EL KARAM**, Vice Président et Directeur Général de l'Amen Bank,
- **M. Ali KOOLI**, Directeur Général de l'Arab Banking Corporation,
- **Mme. Golsom JAZIRI**, Directrice Générale de la Banque de Tunisie et des Emirats.

SECTION ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS :

Vice Président :

M. Aissa HIDOUSSEI, Directeur Général de la Best Lease.

Membres :

- **M. Slimène BETTAIEB**, Président Directeur Général d'Arab Tunisian Lease,
- **M. Chokri BEN AYED**, Directeur Général d'Arab International Lease,
- **M. Mohamed BOURAOUI**, Président Directeur Général de Tunisie Factoring.

Délégué Général :

M. Mouldi OUELHAZI.

MOT DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION

I/ Conjoncture nationale

II/ Activité des Établissements de Crédit

- 1- Faits marquants de l'activité du système bancaire
- 2- Financement de l'économie par le système bancaire
- 3- Gouvernance
- 4- Evolution des indicateurs de rentabilité

III/ Activité sociale des Établissements de Crédit

- 1- Évolution de la population des Établissements de Crédit
- 2- Rémunération du personnel
- 3- Productivité du travail

IV/ Activité de l'Association

- 1- Conduite des projets interbancaires
- 2- Coopération avec toutes les instances et organismes économiques

V/ Annexes Statistiques

- 1- États financiers consolidés
- 2- Répartition géographique des agences
- 3- Répartition des employés des Établissements de Crédit
- 4- États financiers de l'APTBEF relatifs à l'exercice 2011

MOT DE MONSIEUR MOHAMED HABIB BEN SAAD PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION

Mesdames, Messieurs,

Après avoir observé certains signes de reprise en 2010, l'activité économique mondiale s'est à nouveau dégradée en 2011 suite à la crise de la dette souveraine dans la zone euro et la flambée des cours des produits de base. Ainsi, la croissance du PIB mondial est revenue de 5,3% en 2010 à 3,9% un an plus tard.

En 2011, l'activité économique de notre pays a évolué dans un contexte marqué par la chute du régime en place dès le début de l'année suite à une révolution propre ayant pour emblème la démocratie et la dignité. Les revendications de tout genre ont très vite pris de l'ampleur aux dépens de l'économie dont la croissance n'a pas été prise en ligne de compte et le politique a pris le devant de la scène pour réinstaurer la légitimité des pouvoirs devant gouverner le pays.

La croissance a manqué à l'appel au cours de cette année car les conditions internes et externes n'ont pas été réunies pour relancer l'investissement qui nécessite de la visibilité sur le plan interne et surtout de la sécurité; deux conditions indispensables sans lesquelles l'initiative privée reste bloquée sachant que le contexte actuel de la croissance mondiale demeure affaibli par l'aggravation du déficit budgétaire des pays de la zone euro, la crise de la dette souveraine et la survenance de tensions sociopolitiques dans certains pays du Golf et de l'Afrique du Nord liées aux révolutions des pays du printemps arabe.

Ces faits, conjugués à la guerre en Libye et la montée des revendications des citoyens, ont été à l'origine d'une croissance négative en 2011 en termes réels (-1,8%), ce taux aurait été plus important n'eût été la bonne tenue du secteur agricole.

Ces évolutions ont conduit à une forte pression sur le système bancaire qui, grâce à l'appui continu de la Banque Centrale de Tunisie, s'est vite accommodé à la situation et a joué pleinement son rôle de prestataire de service de premier rang. En effet, les distributeurs de billets ont continué à fonctionner comme à l'accoutumé, les salaires versés dans les comptes bancaires des employés dans les délais habituels, les guichets bancaires ouverts et ce, en dépit des énormes dégâts enregistrés au niveau du réseau.

Ainsi, la vigilance des banquiers et du personnel dans la gestion de la période post-révolution au moyen de cellules de crise et de concertation avec la BCT a permis de cantonner les effets pervers de l'insécurité sur le secteur bancaire dont l'activité a enregistré en 2011 l'accroissement de ses actifs de 8,2%, l'ouverture de 61 nouvelles agences, le recrutement de près de 700 personnes et l'augmentation des crédits à la clientèle de 13,2%. Cependant, le ralentissement de la croissance des dépôts et la baisse du recouvrement des crédits ont engendré une tension sur la liquidité amplifiée par d'autres facteurs d'ordre économique à savoir la baisse surtout des recettes touristiques, l'arrêt des exportations de phosphate et les retraits effectués sur les dépôts pour environ 1300 millions de dinars en 2011.

La marge bancaire a enregistré une baisse de la croissance, revenant de 11,4% en 2010 à 2,9% en 2011 et ce, en raison de la baisse du TMM qui a été sans effet sur la relance de l'investissement, de l'accroissement des charges financières suite au refinancement soutenu auprès de la BCT et surtout de l'augmentation des impayés sur les entreprises occasionnant des provisions additionnelles sur le portefeuille crédit qu'il soit sain ou compromis. Le Produit net bancaire s'est accru de seulement 5,2% en 2011 alors que les charges opératoires ont augmenté de 12,8% suite à l'accroissement des salaires revendiqués en dehors du cadre des négociations sociales.

Il importe de faire part de l'inquiétude des premiers responsables de banques de la progression de la masse salariale après la révolution dont le rythme de progression est plus élevé que celui du PNB, ce qui impactera, si cela se poursuit, la rentabilité des banques.

Pour ce qui est du secteur du leasing, celui-ci s'est bien tenu en 2011 en dépit de la baisse du rythme de progression des mises en force qui n'a été que de 14,8% contre 36,6% en 2010. L'augmentation du taux de pénétration n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années, ce qui confirme l'importance du produit crédit bail pour le secteur privé. Le ralentissement de l'activité du leasing en 2011 est dû à la crise de liquidité qui secoue tous les marchés de l'argent impactant ainsi la marge de ce secteur et à laquelle s'ajoutent le poids du risque enregistré après la révolution, l'augmentation du coût des ressources et la baisse de 0,5 point du taux effectif moyen dans ce secteur très concurrentiel d'où, le Produit net du leasing n'a augmenté que de 3,5% en 2011 contre 16,3% en 2010, dont plus des trois quart ont été absorbés par les charges opératoires.

Le même raisonnement tient pour l'activité de factoring dont le revenu a, lui aussi, baissé à cause du recul de l'activité du factoring à l'international et surtout à la baisse de ses taux de sortie adossés au TMM qui ne peut plus jouer le rôle de benchmark pour le loyer de l'argent car le marché monétaire n'est pas suffisamment profond.

La profession estime qu'il est temps de revoir la question du TMM comme taux de référence pour la fixation des taux d'intérêt à moyen et long termes et de réfléchir sur d'autres indicateurs plus significatifs pour l'activité bancaire afin de compléter la gamme des taux d'intérêt par marché et doter le pays d'une courbe de taux, tant attendue par les investisseurs.

En guise de conclusion, la profession considère que l'analyse des chiffres du système bancaire avancés dans tous les documents officiels témoignent toujours de la solidité des fondamentaux du système et particulièrement de son assise financière et de l'évolution positive dans la plupart des banques mais cela n'exclut pas l'existence de fragilité identifiée et non traitée avec la célérité qu'il faut, à cause surtout de la multiplicité des intervenants dans la prise de décision au cours de la période d'avant la révolution.

Actuellement, les choses ont changé et beaucoup de réformes couvrant la gestion des banques ont déjà été introduites et ont commencé à porter leurs fruits mais il importe de préciser que l'environnement de l'activité économique n'est pas encore favorable à la relance de la croissance génératrice de liquidité, facteur indispensable pour le retour des banques avec force à la prise de risque. Cependant, le moment est très favorable pour continuer les réformes dans les domaines boostant la croissance tels que la législation sur l'investissement, la fiscalité, le travail, les politiques monétaire et des changes, le crédit, les dispositions légales régissant la relation de l'entreprise avec ses créanciers ... etc. et ce, pour encourager davantage l'initiative privée et surtout amener les opérateurs économiques à rompre avec les anciens réflexes d'assistance.



CONJONCTURE NATIONALE

L'activité tunisienne a été marquée en 2011 par une conjoncture économique exceptionnellement difficile suite aux événements qu'a connus le pays depuis le début de l'année, elle a été également touchée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et par la Révolution libyenne.

L'analyse des principaux indicateurs économiques a montré des déficiences en matière de production et d'échanges extérieurs de la plupart des produits exportés et une dégradation des principaux indicateurs du secteur touristique et du transport aérien, entraînant ainsi la détérioration du déficit courant. L'association de tous ces facteurs a conduit à une croissance économique négative de 1,8% en 2011 contre une évolution positive de 3% en 2010.

La croissance de l'activité industrielle a connu d'importantes perturbations tant au niveau de la production qu'au niveau des exportations. Les principaux secteurs touchés sont les mines, phosphates et dérivés et les industries chimiques.

Les paiements extérieurs se sont nettement dégradés sous l'effet conjugué de l'élargissement du déficit courant et du retrait des entrées nettes de capitaux. L'aggravation du déficit courant, due principalement à la détérioration des échanges commerciaux associée à la baisse des recettes touristiques et des transferts effectués par les travailleurs tunisiens à l'étranger, s'est traduite par le repli des avoirs nets en devises qui sont revenus de 13.003 MDT en 2010, soit l'équivalent de 147 jours d'importations à 10.581 MDT en 2011 ou 113 jours d'importations.

L'évolution de la dette extérieure à moyen et long termes a été telle que le service de la dette a augmenté de 11,6% en 2011 en se situant à 3.648 MDT contre 3.269 MDT en 2010 et que le coefficient du service de la dette a été porté à 10,3% des recettes courantes contre 9,3% un an plus tôt. La mobilisation de ressources d'emprunt à moyen et long terme a permis à la Tunisie d'amortir ses dettes extérieures au titre de remboursement des échéances arrivées à terme.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire s'est nettement détérioré cette année en se situant à 3,7% du PIB contre 1,1% l'année précédente et l'encours de la dette publique est passé de 40,5% du PIB en 2010 à 44,5% en 2011.

S'agissant de l'évolution des prix, le taux d'inflation s'est élevé à 3,5% en 2011 contre 4,4% au cours de l'année 2010. Cette décélération a touché essentiellement les prix des produits alimentaires et des boissons.

Les banques ont subi les conséquences engendrées par la Révolution du 14 janvier 2011 (agences saccagées et endommagées, sit-in, grèves, retrait massif des dépôts, défaut de paiement des entreprises, l'affaire des engagements du secteur bancaire dans le financement des sociétés appartenant à des membres et des proches de la famille de l'ancien Président de la République, ...) et par la crise européenne, autant de facteurs à l'origine de la perturbation du déroulement normal de l'activité des banques et qui ont entraîné de graves répercussions sur leur situation de liquidité.

Face à ces évolutions et dans le but de soulager la trésorerie des banques et de soutenir l'activité économique, la Banque Centrale de Tunisie a dû intervenir dans le cadre de ses opérations de politique monétaire en injectant une enveloppe moyenne de 3.545 MDT en 2011 dans le système pour couvrir les besoins des banques en liquidité, essentiellement à travers des appels d'offre positifs.

L'autorité monétaire a abaissé à deux reprises son taux directeur cette année de 50 points de base le ramenant à 3,5% lors de la réunion du conseil d'administration de la Banque tenue le 05 septembre 2011.

Le taux de la réserve obligatoire appliqué sur l'assiette des dépôts a été revu à la baisse plusieurs fois en 2011 et est fixé à 2% depuis la fin du mois de mai de la même année.

Le taux de rémunération de l'épargne a été révisé à la baisse suite à la réduction du taux du marché monétaire (TMM), passant de 2,80% au mois de décembre 2010 à 2,40% en mai 2011 pour être ensuite ramené à 1,75% en août. A partir de septembre 2011, ce taux est resté stable à 2%.

Le taux de change du dinar tunisien s'est déprécié vis-à-vis du yen japonais, de l'euro et du dirham marocain, tandis qu'il s'est apprécié face au dollar américain.

ÉVOLUTION DES COURS MOYENS DES PRINCIPALES DEVICES CONTRE DINAR ⁽¹⁾

(Opérations en compte et au comptant)

Désignation	2007	2008	2009	2010	2011	Variations en % ⁽²⁾	
						2010/09	2011/10
1 dollar EU	1,2799	1,2309	1,3494	1,4326	1,4079	-5,8	1,8
1 euro	1,7519	1,8051	1,8787	1,8972	1,9582	-1,0	-3,1
1 livre sterling	2,5418	2,2613	2,1057	2,1944	2,2309	-4,0	-1,6
1000 yens japonais	10,8007	11,9204	14,4033	16,2407	17,5099	-11,3	-7,2
10 dirhams marocains	1,5485	1,5827	1,6634	1,6872	1,7189	-1,4	-1,8

Source : Banque Centrale de Tunisie.

⁽¹⁾ Il s'agit des cours du marché interbancaire.

⁽²⁾ Le signe (-) indique une dépréciation du dinar et le signe (+) une appréciation.

La tendance sur le marché boursier a reflété l'évolution des conditions économiques et financières du pays. L'indice de capitalisation boursière TUNINDEX s'est inscrit en baisse de 7,6% en 2011 après avoir réalisé une hausse de 19,1% durant l'année 2010. L'indice TUNBANK a clôturé l'année sur une perte de 13,2% contre un rendement positif de 19,6%.

La capitalisation boursière a ainsi accusé un repli de 830 MDT, revenant de 15.282 MDT en 2010 à 14.452 MDT en 2011, représentant de ce fait 24,1% et 22,4% du PIB respectivement en 2010 et 2011 ; le volume annuel des échanges réalisés sur la côte de la Bourse a chuté à 1.678 MDT en 2011 contre 2.702 MDT une année auparavant, soit un recul de 49%.

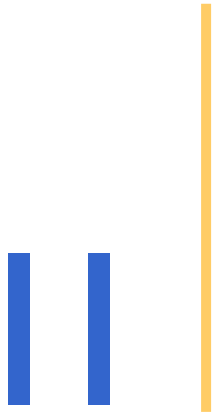
ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE LA TUNISIE

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2008	2009	2010	2011	Variation en %	
					2010/2009	2011/2010
- Croissance du PIB aux prix constants de l'année précédente	4,5	3,1	3,0	-1,8	-0,1	-4,8
- Valeur ajoutée de l'agriculture et pêche	-0,7	9,2	-9,3	-		
- RNDB par habitant (en dinars)	5.312	5.631	6.035	6.052	7,2	0,3
- Consommation nationale totale	42.639	45.923	50.044	54.317	9,0	8,5
- Epargne Nationale Brute	11.999	12.834	13.631	10.253	6,2	-24,8
- Taux d'Epargne Nationale (en % du RNDB) ¹	21,9	21,8	21,4	15,9	-0,4	-5,5
- Formation brute de capital fixe	13.001	14.206	15.581	14.092	9,7	-9,6
- Taux d'investissement (en % du PIB) ¹	23,6	24,2	24,6	21,8	0,6	-2,8
- Indice des prix à la consommation (base 100 en 2005)	113,0	117,0	122,2	126,5	4,4	3,5
- Créations d'emplois (en mille postes) ²	70,3	43,5	78,5	-106,7	80,5	-235,9
- Déficit de la Balance commerciale (FOB/CAF)	6.604	6.409	8.298	8.610	29,5	3,8
- Taux de couverture (Export/Import en %) ¹	78,2	75,2	73,9	74,5	-1,3	0,6
- Recettes touristiques	3.390	3.472	3.523	2.365	1,5	-32,9
- Déficit courant (en % du PIB)	3,8	2,8	4,8	7,4	2,0	2,6
- Solde de la Balance Générale des paiements ³	+2.053	+2.204	-274	-2.391	-2.478	-2.117
- Coefficient du service de la Dette Extérieure (en % des recettes courantes) ¹	7,7	10,6	9,3	10,3	-1,3	1,0
- Taux d'endettement extérieur (en % du RNDB) ¹	38,8	37,3	37,0	39,3	-0,3	2,3
- Déficit budgétaire (en % du PIB) ^{1,5}	1,0	3,0	1,1	3,7	-1,9	2,6
- Endettement total de l'Etat/ PIB (en %) ¹	43,8	42,9	40,5	44,5	-2,4	4,0
- Masse Monétaire M3 du système Financier	34.148	38.591	43.268	47.252	12,1	9,2
- Taux de liquidité de l'économie (M3/PIB) en % ¹	58,6	62,1	64,8	70,4	2,7	5,6
- Créances Nettes sur l'extérieur ³	8.176	9.631	9.078	5.779	147	-3.999
- dont : avoirs nets en Devises ³	11.656	13.353	13.003	10.581	-350	-2.422
en jours d'importations ⁴	139	186	147	113	-39	-34
- Créances nettes sur l'Etat ³	5.782	6.735	6.567	8.049	-168	1482
- Concours du système financier à l'économie	32.689	36.060	43.142	48.957	19,6	13,5

Source : Banque Centrale de Tunisie, Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale, Ministère des Finances et Institut National de la Statistique (INS).

- (1) Variations en points de pourcentage.
 (2) Dans la pêche et les activités non agricoles.
 (3) Variations en MDT.
 (4) Variations exprimées en jours.
 (5) Hors privatisations et dons.



ACTIVITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

1- FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ DU SYSTEME BANCAIRE

2- FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE PAR LE SYSTEME BANCAIRE

3- GOUVERNANCE

4- ÉVOLUTION DES INDICATEURS DE RENTABILITÉ

1- FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ DU SYSTEME BANCAIRE :

L'activité du système bancaire a été marquée en 2011 par :

- Un resserrement significatif de la situation de liquidité malgré une politique monétaire accomodante. Ce resserrement peut être expliqué par :
 - Le ralentissement de l'activité économique entraînant des difficultés de remboursement, augmentations des impayés, rééchelonnement des créances, ...etc.
 - L'accentuation importante du phénomène de thésaurisation ainsi que du commerce en cash hors circuits classiques et ce suite aux troubles sociaux et des actes de vandalisme (touchant même des agences bancaires) post-événements du 14 janvier 2011.
 - La volatilité et la précarité exceptionnelles de l'environnement économique et politique post événements du 14 Janvier 2011, rendant aux banques encore plus difficiles leurs efforts de prévision de la trésorerie et leurs besoins futures en liquidité.
- La chute du TMM, ramené à 3,23% en décembre 2011 alors qu'il était au niveau de 4,75% au mois de janvier de la même année suite à l'abaissement du taux directeur de la BCT à deux reprises durant l'année, ce qui a eu pour effet d'impacter la marge d'intérêts générée par les banques et subséquemment leur rentabilité.
- La poursuite de la mise en œuvre de la stratégie visant la réforme du secteur bancaire, dont l'un des volets prioritaires consiste à améliorer la politique de gestion des risques. Les banques ont en effet poursuivi les efforts pour conforter leur politique de gestion des risques en s'inspirant de la réglementation de Bâle II à travers l'augmentation des provisions des banques pour qu'elles soient au niveau de leurs engagements. Aussi, elles ont adopté une approche rigoureuse et prudente en la matière compatible avec les difficultés conjoncturelles dans un contexte où elles ont joué un rôle particulièrement primordial dans le soutien de l'économie nationale.

- Dans le cadre des mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques, les établissements de crédit ont constitué par prélèvement sur les résultats de 2011 des provisions à caractère général dites «provisions collectives» conformément aux dispositions de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2012-02 pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et engagements nécessitant un suivi particulier (classe 0 et 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n° 91-24, émanant de la conjoncture économique difficile enregistrée en 2011 permettant ainsi de préserver la solidité des banques contre tout risque non calculé ; ainsi que la réservation des intérêts demeurés impayés à la date du rééchelonnement et relatifs aux engagements classés 0 et 1 à fin décembre 2010, ayant fait l'objet de rééchelonnement dans le cadre de la circulaire n°2011-04 du 12 avril 2011 relative au soutien des entreprises affectées par des difficultés conjoncturelles.

- Parmi les autres volets de la réforme du secteur bancaire, la recapitalisation des banques jugée actuellement en deçà du niveau exigé par les règles de Bale II et ce, à travers le renforcement des fonds propres et l'amélioration de la qualité du portefeuille.

- La poursuite de la stratégie de croissance à travers l'extension du réseau d'agences bancaires avec l'orientation de la politique d'ouverture d'agences vers les régions d'intérieur du pays.

- Le développement des moyens de paiement et l'activité de la monétique ont été caractérisés par :
 - L'installation de 81 nouveaux DAB/GAB fin décembre 2011 par rapport à fin décembre 2010.
 - La contraction du réseau des commerçants affiliés au paiement électronique de 1%, soit 14.491 affiliés contre 14.632 fin 2010.
 - La diminution du nombre de cartes émises en comparaison avec l'année dernière, soit 2.373.415 cartes contre 2.382.315, accusant un recul de 0,4%.
 - Le retrait du nombre de transactions réalisées par carte de 3% en s'élevant à 42,4 millions d'opérations contre 43,5 millions en 2010.

- Une enveloppe globale de transactions de 2.594 millions de dinars fin décembre 2011 contre 2.551 millions de dinars fin décembre 2010.
 - La révision à la baisse du volume des transactions de paiement réalisées de 11%, en se situant à 645 MDT contre 728 MDT en 2010.
- L'activité boursière des établissements de crédit a reflété l'instabilité et le manque de visibilité qui règnent sur le climat socio-politique. La forte correction des cours des valeurs bancaires a fortement influencé la tendance boursière du marché. L'indice des banques qui représente près de 51% de l'indice de référence a subi une perte de plus de 13% en 2011. L'indice relatif au secteur de leasing s'est, quant à lui, inscrit en baisse de 6,8%.

2- FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE PAR LE SYSTEME BANCAIRE :

Malgré les difficultés financières qui pèsent sur les banques et le problème découlant des entraves à la mobilisation des ressources nécessaires, elles ont continué de jouer leur rôle en tant que principal acteur du financement de l'économie grâce aux multiples interventions de l'autorité monétaire pour conforter la position du marché en liquidités.

Les concours du système financier à l'économie se sont ainsi élevés à 48.957 MDT contre 43.142 MDT en 2010, en hausse de 13,5%. Quant aux crédits à l'économie, ils se sont situés à 46.507 MDT en 2011, en augmentation de 13,8%.

L'analyse de la structure de financement ventilée par bénéficiaire et par secteur fait dégager les observations ci-après citées :

- Les parts des crédits accordés aux professionnels et aux particuliers dans l'encours total des crédits à l'économie se sont élevées respectivement à 74,4% et 25,6% contre 75,2% et 24,8% en 2010. La part des crédits accordés aux professionnels a légèrement reculée en 2011 par rapport à l'année dernière au profit des crédits accordés aux particuliers.
- Concernant les crédits aux professionnels, le secteur des services a continué durant l'année 2011 à accaparer la plus grande part dans les crédits consentis par le système financier,

soit de l'ordre de 44,1%, suivi par le secteur de l'industrie avec 26,9% et le secteur de l'agriculture et pêche avec 3,4%.

- S'agissant des crédits alloués aux particuliers, les crédits à la consommation se sont élevés à 2.443 MDT contre 2.326 MDT, en hausse de 5% contre 6,8% en 2010, en retrait de 1,8 point de pourcentage, tandis que les crédits à l'habitat ont atteint 10.018 MDT, soit l'équivalent de 80,4% du total des crédits contractés par les particuliers.
- L'encours des crédits à court terme s'est établi à 20.141 MDT en 2011, en progression de 1.924 MDT. Cette hausse est due essentiellement à la progression d'une part, des crédits à court terme consentis au secteur des services et celui de l'industrie qui ont affiché respectivement des augmentations de 1.233 MDT et 486 MDT et d'autre part, à la progression des crédits à la consommation à court terme de 111 MDT en 2011.

VENTILATION PAR CATEGORIE SOCIALE ET PAR SECTEUR DE L'ENCOURS DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2010	2011	Variations en %		Part en %	
			2010/09	2011/10	2010	2011
A- Crédits aux professionnels	32.437	36.252	17,8	11,8	75,2	74,4
I- Agriculture & pêche*	1.502	1.676	12,1	11,6	3,5	3,4
Court terme	858	952	6,3	11,0	2,0	1,9
Moyen et long termes	644	724	20,8	12,4	1,5	1,5
II- Industrie	11.598	13.108	16,7	13,0	26,9	26,9
Court terme	7.229	7.715	16,0	6,7	16,8	15,8
Moyen et long termes	4.369	5.393	18,0	23,4	10,1	11,1
III- Services	19.337	21.468	18,9	11,0	44,8	44,1
Court terme	8.225	9.458	15,7	15,0	19,1	19,4
Moyen et long termes	11.112	12.010	21,5	8,1	25,7	24,7
B- Crédits aux particuliers	10.705	12.461	21,5	16,4	24,8	25,6
Crédits à la consommation	2.326	2.443	6,8	5,0	5,4	5,0
Court terme	1.905	2.016	4,2	5,8	4,4	4,1
Moyen et long termes	421	427	20,6	1,4	1,0	0,9
Crédits à l'habitat	8.379	10.018	26,3	19,6	19,4	20,6
Moyen et long termes	8.379	10.018	26,3	19,6	19,4	20,6
Total des Crédits	43.142	48.713	18,7	12,9	100,0	100,0
Court terme	18.217	20.141	14,0	10,6	42,2	41,3
Moyen et long termes	24.925	28.572	22,4	14,6	57,8	58,7

Source : Rapport Annuel de la BCT 2011.

* Il s'agit des crédits consentis directement aux agriculteurs et aux pêcheurs.

- La croissance des crédits à moyen et long termes a enregistré un ralentissement par rapport à l'année dernière, en s'élevant à 14,6% contre 22,4% en 2010. Cette décélération est attribuée essentiellement à la baisse de la croissance des crédits à moyen et long termes consentis au secteur des services pour les professionnels et des crédits à la consommation pour les particuliers.

Les crédits à l'habitat ont également enregistré une baisse de leur rythme d'évolution en se situant à 19,6% contre 26,3% ; tandis-que les crédits à moyen et long termes consentis à l'industrie se sont accrus de 23,4% contre 18% un an plus tôt.

A- INTERVENTION DES BANQUES

ÉVOLUTION DES CONCOURS A L'ÉCONOMIE DES BANQUES

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	En millions de dinars				
	2009	2010	2011	2010/2009	2011/2010
Crédits sur ressources ordinaires	30.560	37.004	42.318	21,1	14,4
Crédits sur ressources spéciales	1.631	1.613	1.648	-1,1	2,2
Portefeuille-titres	2.128	2.366	2.513	11,2	6,2
TOTAL	34.319	40.983	46.479	19,4	13,4

Source : Statistiques financières de la BCT Mars 2012.

Les concours des banques à l'économie se sont élevés à 46.479 MDT en 2011 contre 40.983 MDT en 2010, en hausse de seulement 13,4% contre 19,4% en 2010. Leur évolution est imputable à la croissance de l'encours des crédits sur ressources ordinaires de 14,4% et la reprise de la croissance des crédits sur ressources spéciales de 2,2% après avoir réalisé un recul de 1,1% une année auparavant. La croissance du portefeuille-titres des banques a enregistré un fléchissement en s'établissant à 6,2% en 2011 contre 11,2% en 2010.

B- INTERVENTION DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

a- Établissements de leasing

L'activité du secteur du leasing a subi les conséquences de la Révolution du 14 janvier. Les mises en force ont été mises à mal en observant une baisse de l'ordre de 14,8% ou 206,3 MDT après avoir réalisé un accroissement de 36,6% ou 372,6 MDT en 2010, revenant ainsi de 1.391,9 MDT à 1.185,6 MDT.

L'encours du crédit-bail s'est élevé à 2.288,9 MDT en 2011 contre 2.068,5 MDT en 2010, en augmentation de 10,7% contre un accroissement de 25% un an plus tôt, financé essentiellement par des ressources d'emprunts bancaires.

Dans le même ordre d'idées, le produit net des établissements de leasing a atteint 106,2 MDT contre 102,6 MDT en 2010, en progression de 3,5% seulement contre 16,3%, entraînant dans son sillage la détérioration du coefficient d'exploitation de 1,6 point de pourcentage pour se situer à 34,5%.

b- Sociétés de factoring

L'activité des sociétés de factoring a également reflété la conjoncture difficile vécue par la Tunisie. En effet, le volume des factures achetées a été de 538 MDT, en retrait de 2,2 % par rapport à l'année dernière, imputé à la baisse de l'activité du factoring international. Le produit net de factoring est pour sa part resté stable par rapport à 2010, soit 11,4 MDT, tandis que les charges opératoires se sont accrues de 10,9%. En conséquences, le coefficient d'exploitation a enregistré une baisse de 5,3 points de pourcentage en s'établissant à 53,5%.

c- Banques d'affaires

Les banques d'affaires ont subi de plein fouet les effets du contexte socio-politique qui domine le paysage tunisien. Le produit net bancaire a sensiblement régressé, soit au taux de 35,9% pour s'établir 0,614 MDT et ce, compte tenu du poids des charges opératoires dont seulement 48% ont pu être couvertes par le produit net.

3- GOUVERNANCE :

La Révolution du 14 janvier 2011 a permis de tirer quelques leçons concernant les pratiques de bonne gouvernance exercées au sein des entreprises tunisiennes durant l'ère de l'ancien régime politique. L'ancien mode de gouvernance était confronté à des faits de malversation, de corruption, de non

respect des réglementations et lois en vigueur, de manque de transparence et de l'arbitraire de l'administration.

Ces pratiques n'ont pas été sans effets sur les perspectives de croissance de l'économie tunisienne et la productivité de l'entreprise dont la performance a toujours été en deçà de son potentiel.

Dès l'avènement des événements du 14 janvier et la chute du régime au pouvoir, tous les regards se sont tournés vers le système de gouvernance mis en place et l'écart existant entre le cadre conceptuel et la pratique a été pointé du doigt car il est important de préciser que l'arsenal juridique tunisien est riche en réglementations avec pour objectif d'installer tout un dispositif de bonne gouvernance et ce, depuis déjà quelques années.

La gouvernance est avant tout une culture. L'ancrage des valeurs de bonne gouvernance est la base de toute réforme quelque soit sa nature qui, petit à petit, se transforme en un indicateur de performance durable.

Les experts et spécialistes du domaine et qui représentent différents acteurs économiques, ont été unanimes quant au manque à gagner réalisé du fait de la non application des principes de bonne gouvernance dans les entreprises tunisiennes.

Ce dysfonctionnement n'a pas épargné le secteur bancaire tunisien dont les faiblesses résident principalement dans un manque de transparence et de communication, quoi que des efforts considérables ont été déployés en la matière, notamment, à travers la publication régulière des indicateurs d'activité trimestriels pour les banques cotées et la désignation d'un commissaire aux comptes conformément aux dispositions de la loi 96-2005 relative au renforcement de la sécurité financière. Les faiblesses du secteur résident aussi dans une défaillance des mécanismes de responsabilisation et dans un interventionnisme politique dans les décisions d'octroi des crédits ou de gestion, citant à cet effet l'affaire de l'exposition des banques aux entreprises et aux groupes aux mains de la famille du président déchu.

La Banque Centrale de Tunisie a donné la priorité à la gouvernance des banques ; mettant à leur disposition un cadre réglementaire adéquat et étoffé permettant d'améliorer leur gestion. Parmi ses initiatives, on compte la circulaire n°2006-06 relative à la mise en place d'un système de contrôle de conformité, la circulaire 2006-07 relative au comité exécutif de crédit et la circulaire 2006-19 relative au contrôle interne.

En 2011, l'autorité de supervision est venue consolider les pratiques de bonne gouvernance dans le système à travers la publication de la circulaire aux

Etablissements de Crédit n°2011-06 du 20 mai 2011 relative au renforcement des règles de bonne gouvernance dans les Etablissements de crédit.

Cette circulaire définit les principes d'une bonne gouvernance que doivent observer les établissements de crédit afin d'asseoir une gestion transparente, saine et prudente garantissant leur pérennité et préservant les intérêts des actionnaires, des créanciers, des déposants et des employés.

La circulaire est venue renforcer les attributions du Conseil d'Administration des établissements de crédit et créer ainsi un cadre favorisant une répartition équilibrée du pouvoir et de la prise de décisions entre l'organe de direction et le Conseil d'Administration.

Les principales dispositions portent essentiellement sur :

- la nouvelle composition du conseil d'administration. Le conseil doit comporter au moins deux membres indépendants et au plus un membre dirigeant. Pour tout établissement coté à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, le conseil doit comporter également un membre représentant les intérêts des actionnaires personnes physiques autres que les actionnaires principaux tels que définis par l'article 40 de la loi n°2001-65,
- la séparation des pouvoirs de contrôle et de décision,
- le rôle et composition du comité exécutif de crédit, du comité des risques et du comité permanent d'audit interne,
- la politique de rémunération des responsables de l'encadrement supérieur.

Ladite circulaire a fait l'objet d'une série de réunions de travail au siège de l'Association dans le but d'étudier certaines questions posées par les banques de la place. Dans ce contexte, l'Association a tenu à organiser un séminaire de formation en deux sessions sous le thème « la gouvernance dans l'entreprise » conjointement avec la Société Financière Internationale « SFI », Groupe Banque Mondiale et avec la participation de la Banque Centrale de Tunisie au profit des cadres supérieurs de banques, chargés d'audit et des risques et au profit des administrateurs. L'objectif étant de sensibiliser sur les bonnes pratiques de gouvernance dans les banques.

En tant que représentante de la profession bancaire, l'Association a participé activement aux travaux d'élaboration du guide des bonnes pratiques de gouvernance des entreprises tunisiennes initié par le centre tunisien de gouvernance d'entreprise de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises et en collaboration avec des représentants de la Banque Centrale de Tunisie, le Ministère des Finances et de l'Association Tunisienne des Auditeurs Internes.

Le guide présente les recommandations majeures relatives à la gestion et au contrôle des entreprises et inclut des normes internationales inspirées notamment des principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et nationales reconnues comme nécessaires à la bonne conduite et à la gestion responsable des entreprises.

Le guide vise à rendre le système tunisien de gouvernance d'entreprise plus transparent et plus intelligible, l'objectif étant de promouvoir la confiance des investisseurs nationaux et étrangers, des clients, des salariés et du public dans la gestion et le contrôle des entreprises tunisiennes.

Au niveau international, le premier référentiel de certification en matière de gouvernance dans le secteur bancaire est la norme « GSI 3000 », GSI pour Governance Standard Indicator, conçu par d'éminents experts internationaux et édité par l'International Academy of Governance « IAG ». Cette norme est un acquis majeur pour les établissements de crédit qui doivent attester leur conformité en matière de gouvernance et de transparence financière.

Cette norme est déjà en vigueur en Tunisie sous la tutelle de l'Association Tunisienne de Gouvernance « ATG » et l'organisme certificateur agréé Maghreb Corporate.

4- ÉVOLUTION DES INDICATEURS DE RENTABILITÉ (*) :

A- BANQUES

Le produit net bancaire dégagé par les banques⁽¹⁾ s'est élevé à 2.112,4 MDT en 2011 contre 2.008 MDT en 2010, soit une progression de 104,4 MDT ou 5,2% contre 203 MDT ou 11,2% une année auparavant.

L'analyse de la structure du PNB fait ressortir une forte contribution des revenus liés aux activités d'intermédiation, avec une part de 57,9% en 2011 et une part de 21,7% pour la marge sur commissions.

Le taux de couverture des frais du personnel par les commissions nettes s'est établi à 57,2% en 2011 contre 62,6% en 2010, en recul de 5,4 points de pourcentage. Il est à signaler que ce taux avait enregistré une légère amélioration de 1,4 point de pourcentage une année auparavant.

En s'élevant à 1.052,2 MDT en 2011 contre 932,9 MDT en 2010, les charges opératoires se sont accrues de 12,8% contre 9,4% l'année précédente, ce qui s'est traduit par une détérioration du coefficient d'exploitation de 3,3 points de pourcentage pour s'établir à 49,8%.

Le rythme d'évolution des crédits à la clientèle a connu une décélération au cours de l'année 2011, soit 13,8% contre 19,8%. De même, la croissance des dépôts a ralenti par rapport à l'année précédente en revenant de 12,3% à 5,1%. Par conséquent, le taux de couverture des crédits par les dépôts est revenu de 100,5% à 92,2% d'une année à l'autre.

B- ÉTABLISSEMENTS DE LEASING

Après avoir enregistré une hausse de 36,6% en 2010, les mises en force des établissements de leasing⁽²⁾ ont été revues à la baisse de 14,8% en 2011, soit 1.185,6 MDT contre 1.391,9 MDT en 2010.

Le produit net de leasing a enregistré une décélération de son rythme d'évolution et ce, suite au ralentissement de la progression de la marge d'intérêts qui s'est légèrement amélioré de 4,5 MDT ou 4,8% en 2011 contre 11,9 MDT ou 14,4% un an plus tôt.

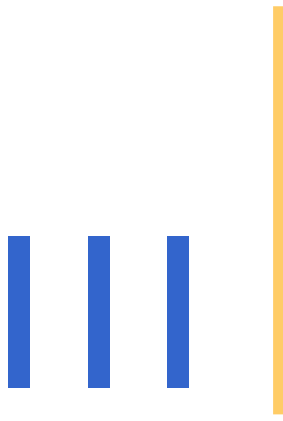
Conséquemment, le produit net a augmenté de 3,6 MDT ou 3,5% contre une hausse de 14,4 MDT ou 16,3% en 2010 pour atteindre 106,2 MDT.

Les charges opératoires ont atteint 36,6 MDT en 2011 contre 33,8 MDT en 2010, enregistrant une hausse de 8,3% contre 10,8%. Cependant, le coefficient d'exploitation a accusé une détérioration de 1,6 point de pourcentage après avoir observé une amélioration de 1,7 point de pourcentage l'année précédente, passant de 32,9% en 2010 à 34,5% en 2011.

(*) **Source** : Banque Centrale de Tunisie.

(1) Les banques : ATB, BFT, BNA, ATTIJARI BANK, BT, AMEN BANK, BIAT, STB, UBCI, UIB, BH, CitiBank, BTK, STUSID BANK, TQB, BTE, BZ, BTL, BTS, ABC et BFPME.

(2) Les établissements de leasing: TL, CIL, ATL, ATTIJARI LEASING, ML, AIL, BEST LEASE, EL WIFACK LEASING et HL.



ACTIVITÉ SOCIALE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

**1- ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**

2- RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

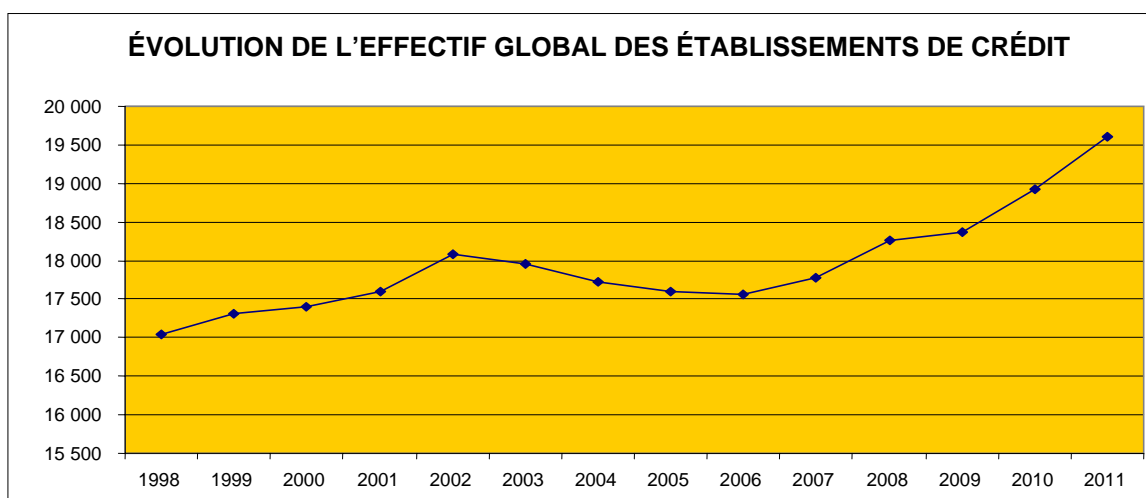
3- PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

1- ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Au titre de l'année 2011, les établissements de crédit comptent 19.613 employés, l'équivalent de 0,6% de la population active occupée* contre 18.539 en 2010, soit une augmentation de 1.074 employés. Ces employés sont répartis essentiellement comme suit : 18.894 employés travaillant dans les banques universelles, 706 employés dans les établissements financiers et 13 employés dans les banques d'affaires.

Le nombre d'effectif permanent a enregistré une nette amélioration, passant de 17.913 employés en 2010 à 18.286 employés en 2011, soit une augmentation de 373 titulaires, le nombre d'effectif contractuel a affiché une augmentation substantielle, soit 1.327 à fin 2011 contre 626 contractuels à fin 2010, en hausse de 701 employés contractuels.

Ainsi, les banques contribuent énormément à la création d'emplois et à la baisse du chômage en Tunisie. Le taux d'emploi global dans le secteur a augmenté de 5,8 %, soit le taux le plus élevé jamais atteint au cours des dix dernières années.



La structure du recrutement dans le secteur pour l'année 2011 est telle que 42,3% des recrutés ont un niveau d'étude inférieur à bac+3, tandis que ceux ayant un niveau bac+3 et plus représentent 57,7%.

* **Source** : Institut National de la Statistique (INS) : Est considéré comme actif occupé toute personne âgée de 15 ans et plus ayant travaillé au moins un jour (ne fut-ce qu'une heure avec ou sans contrepartie et à l'exception des travaux bénévoles) au cours de la semaine de référence = 3277.4 (en milliers) à fin 2010.

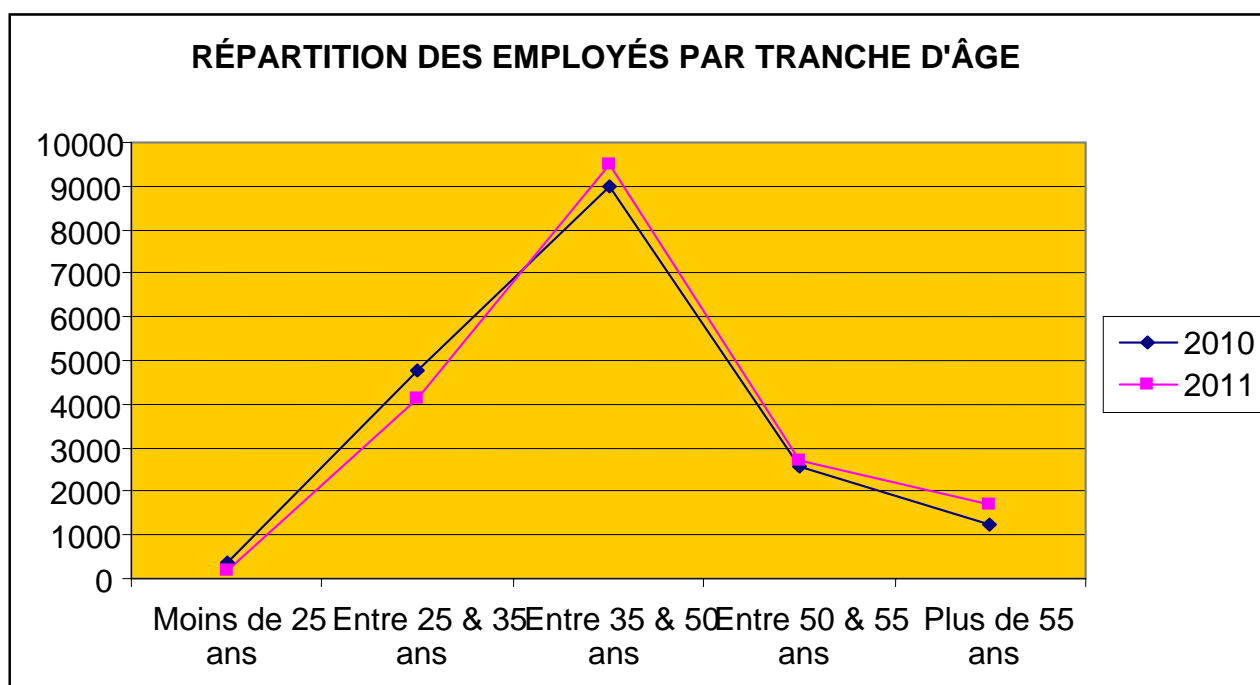
La répartition par sexe montre que le pourcentage des employées de la population permanente s'est élevé à 35,4% à fin 2011 contre 35,6% en 2010 ; tandis que la part des employés permanents de sexe masculin a atteint 64,6% en 2011, en progression de 0.2 points de pourcentage par rapport à 2010.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS PAR SEXE

Désignation	2010		2011	
	TOTAL	PART	TOTAL	PART
Masculin	11534	64,39%	11808	64,57%
Féminin	6379	35,61%	6478	35,43%

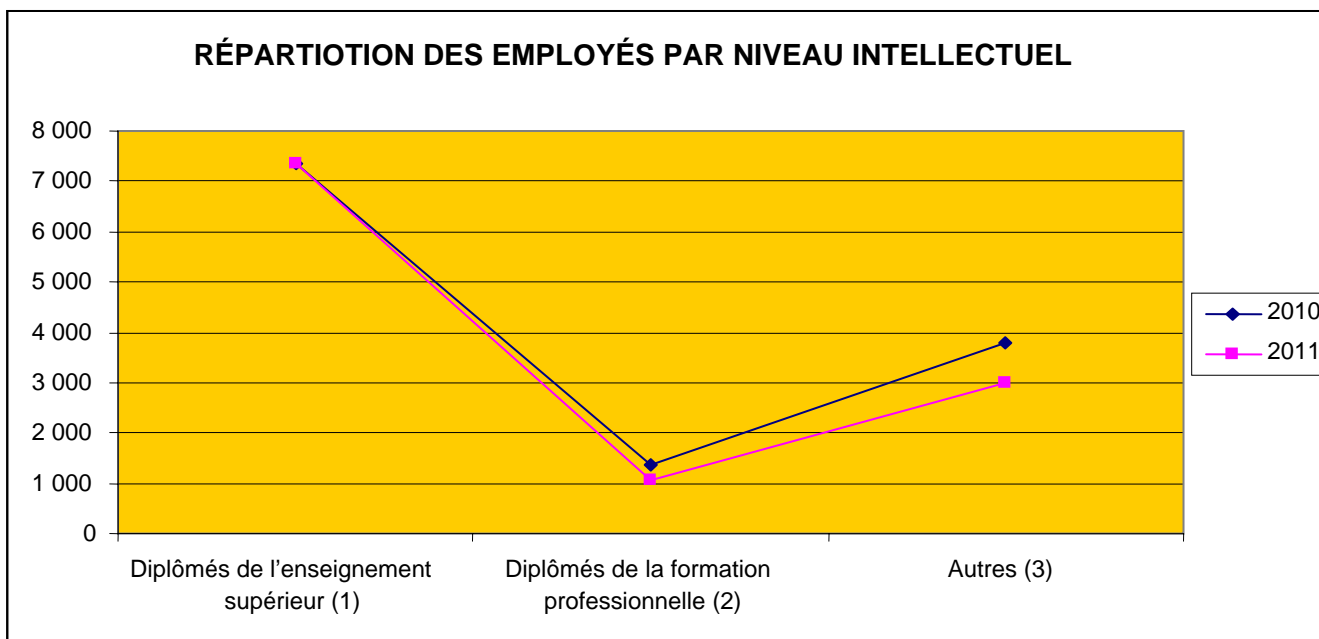
Concernant la répartition par tranche d'âge, la part la plus importante revient à la tranche d'âge comprise entre 35 et 50 ans, soit 52% de l'ensemble des employés permanents des banques en 2011 contre 50,2% en 2010, suivie par la tranche d'âge des 25-35 ans dont la part a atteint 22,6% en 2011, en baisse par rapport à 2010.

Le nombre d'employés dont l'âge est supérieur à 50 ans a atteint 4.442 en 2011 contre 3.775 en 2010, soit une hausse de 667 employés ou un accroissement de 17,7%.

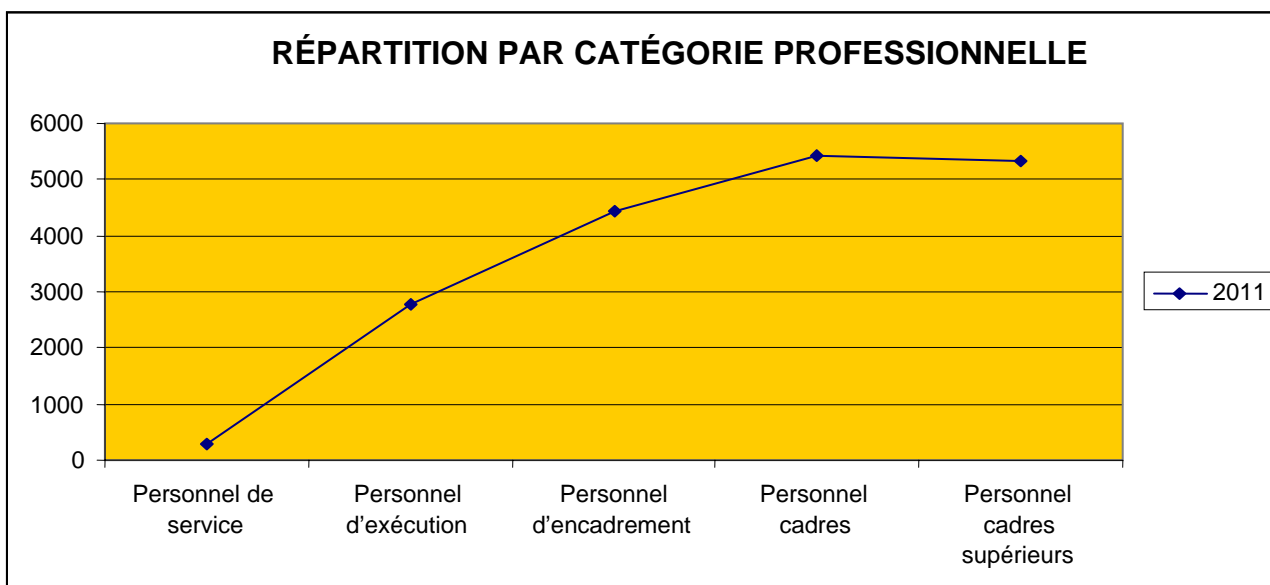


La proportion du personnel des établissements de crédit détenant un diplôme universitaire a atteint 40,3% de l'ensemble de la population bancaire à fin 2011, en légère baisse par rapport à 2010 ; tandis que la proportion des diplômés de la

formation professionnelle a régressé, en revenant de 7,7% en 2010 à 5,7% en 2011. La proportion des non diplômés de l'enseignement secondaire a continué de baisser, soit 16,4% en 2011 contre 21% en 2010.



Au niveau des différentes catégories professionnelles de l'ensemble de la population des établissements de crédit, la majorité de l'effectif se concentre dans la catégorie du personnel d'encadrement, cadres et cadres supérieurs ; tandis que la proportion des catégories de personnel de service et personnel d'exécution ne cesse de baisser d'une année à une autre.



Le personnel « cadres » représente plus de la moitié du total de l'effectif, le durcissement des conditions de recrutement exigées par la profession conjugué au développement de la formation continue ont conduit à une montée en puissance du niveau de compétences du personnel du secteur.

2- RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

En 2011, la masse salariale globale s'est élevée à 817 MDT contre 672 MDT en 2010, en augmentation de 145 MDT ou 21,6%, sachant que les négociations sociales menées entre la profession et le syndicat des banques au titre de l'année 2011 ont abouti à une augmentation salariale globale de 6,2%.

Le salaire de base global a atteint 306 MDT en 2011, représentant 52,7% de la rémunération du personnel titulaire.

Les primes allouées aux salariés représentent 27,5% de la rémunération du personnel titulaire dont 9,6% relatives aux indemnités (de fonction, de transport, de représentation...).

Au total, la rémunération du personnel titulaire représente 71,1% de la masse salariale globale, tandis que la part de rémunération du personnel non titulaire des banques (contractuel, saisonnier, SIVP, détaché, expatrié) s'élève à 3.3% de la masse salariale globale.

Les charges sociales supportées par les établissements de crédit ont atteint 154 MDT, soit 18,8% de la masse salariale globale. Ces charges comprennent les assurances groupes qui représentent 16,9% du total des charges sociales.

Les autres charges liées au personnel, telles que les indemnités relatives à titre d'exemples à la contribution patronale aux frais de scolarité des descendants du personnel (crèche, jardin d'enfants...), aux frais de restauration... etc., représentent 6.8% de la masse salariale globale.

3- PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Les établissements de crédit comptent parmi leurs objectifs l'amélioration de la productivité de leurs employés en œuvrant sur différents plans. Elles fournissent à leurs employés des équipements de pointe, des programmes modernes de travail et un climat de travail stimulant sur le plan personnel et social grâce aux indemnités et récompenses accordées.

Les établissements de crédit attachent une grande importance à la formation continue de leurs employés qui constitue un pilier principal pour l'amélioration de l'activité et l'accroissement de la rentabilité.

RATIOS DE PRODUCTIVITÉ DES BANQUES

En mdt

Désignation	Banques ⁽¹⁾			Variations	
	2009	2010	2011	2010/2009	2011/2010
1- Dépôts de la clientèle / Nombre des employés	1 873,5	2 041,0	2 033,8	167,5	-7,2
2- Crédits à la clientèle / Nombre des employés	1 856,5	2 158,3	2 328,6	301,8	170,3
3- PNB / Nombre des employés	103,9	112,1	111,8	8,2	-0,3

⁽¹⁾ ATB, BFT, BNA, ATTIJARI BANK, BT, AMEN BANK, BIAT, STB, UBCI, UIB, BH, CitiBank, BTK, STUSID BANK, TQB, BTE, BZ, BTL, BTS, ABC et BFPME.

Au cours de l'année 2011, le ratio de productivité des banques, mesuré par le rapport entre les dépôts de la clientèle et le nombre des employés, a enregistré une baisse de 7,2 milliers de dinars, après avoir connu une hausse record de 167,5 milliers de dinars pour se situer à 2.033,8 milliers de dinars en 2011 contre 2.041 milliers de dinars en 2010.

En revanche l'accroissement des crédits à la clientèle à un rythme plus important que celui du nombre des employés, soit 13,8% contre 5,5%, s'est traduit par une amélioration du taux de productivité, défini par le rapport entre les crédits à la clientèle et le nombre des employés, de 170,3 milliers de dinars en 2011 contre 301,8 milliers de dinars en 2010.

En s'élevant à 111,8 milliers de dinars en 2011 contre 112,1 milliers de dinars en 2010, le taux de productivité de l'ensemble des banques, déterminé par le rapport entre le produit net bancaire et le nombre des employés, a légèrement baissé de 0,3 milliers de dinars contre une augmentation de 8,2 milliers de dinars une année auparavant.

RATIOS DE PRODUCTIVITE DU LEASING

En mdt

Désignation	Établissements de Leasing ⁽²⁾			Variations	
	2009	2010	2011	2010/2009	2011/2010
1- Encours du crédit-bail / Nombre des employés	3 258,5	3 940,0	3 668,1	681,5	-271,9
2- PNL / Nombre des employés	173,6	195,4	170,2	21,8	-25,2

⁽²⁾ TL, CIL, ATL, Attijari L., ML, AIL, Best Lease, El Wifack Leasing et HL.

La contraction de l'encours du crédit-bail du secteur de leasing de 10,7%, associée à la nette amélioration du taux de croissance des employés de 18,9% ont conduit à la baisse du taux de productivité, défini par le rapport entre l'encours du crédit-bail et le nombre des employés, de 271,9 milliers de dinars contre une progression de 681,5 milliers de dinars un an plus tôt.

Le ratio de productivité, déterminé par le produit net de leasing rapporté au nombre des employés, a affiché une régression de 25,2 milliers de dinars pour s'établir à 170,2 milliers de dinars en 2011 contre 195,4 milliers de dinars en 2010.

IV



ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION

**1- CONDUITE DES PROJETS INTERBANCAIRES ET
GOUVERNANCE DE LA MONÉTIQUE**

**2- COOPÉRATION AVEC LES INSTANCES ET ORGANISMES
ÉCONOMIQUES**

L'activité de l'Association pour l'année 2011 a concerné les principales actions menées en vue d'une meilleure contribution de la profession au développement économique du pays. A cet effet, le champ d'intervention de l'Association a englobé ses activités courantes ainsi que la participation à divers projets relatifs à l'activité bancaire.

1- CONDUITE DE PROJETS INTERBANCAIRES ET GOUVERNANCE DE LA MONÉTIQUE

L'Association a conduit durant l'année 2011 différents projets :

- **La gestion courante des abonnements communautaires au registre central de commerce de l'INNORPI**

Un abonnement au Registre Central de Commerce de l'INNORPI sur internet a été acquis, et ce, sur la base d'une convention signée entre l'APTBEF et l'INNORPI au mois de mars 2011. L'APTBEF a le droit de consulter l'historique des entreprises et commerçants, accéder aux états financiers des clients, concurrents.... Des travaux de suivi et d'assistance technique au profit des utilisateurs (secteur bancaire et financier) de la plate-forme du Registre Central de Commerce de l'INNORPI en ligne sont réalisés quotidiennement.

- **La migration de réseaux interbancaires de télécompensation vers la technologie MPLS**

Suite au courrier reçu de Tunisie Télécom (TT) portant mention de l'arrêt d'exploitation de leurs équipements par le Système National de Télécompensation et proposant la migration vers la technologie MPLS (Multi-Protocol Label Switching) pour le transfert des données, la SIBTEL, l'APTBEF et TT se sont réunis afin de débattre de cette proposition. Une équipe, composée des représentants de l'APTBEF, de la SIBTEL, de la Banque Centrale de Tunisie et de banques privées et publiques a été chargée d'étudier les aspects et impacts techniques et économiques de cette migration et d'organiser une phase pilote de tests avec deux banques adhérentes. De ce fait, il a été convenu de mettre en place une maquette reliant la SIBTEL avec deux banques de la place via les deux opérateurs Télécom qui offrent des solutions de raccordement à base du MPLS à savoir TT et Orange Tunisie (OT).

- **Activité des commissions interbancaires de la Monétique**

La Commission Monétique « Procédures » a mis en place un projet de procédure relative à la gestion des opérations monétiques notamment au niveau des transactions GAB et de paiement par TPE ou e-commerce. Cette

procédure de gestion de réclamation clientèle, répond aux objectifs visés par la mise en place de délais de la première présentation par la banque acquéreur, l'émission de l'impayé par la banque émettrice et sa représentation par la banque acquéreur. Un comité d'arbitrage a été créé à cet effet, au cours de l'année 2011, pour étudier la question des litiges monétiques entre banque acquéreur et banque émettrice, y compris l'Office National des Postes, en cas de non résolution de la réclamation via le mécanisme impayé/représentation.

La Commission Monétique « Affiliation » a poursuivi ses travaux en faveur de la mise en place d'une stratégie communautaire permettant de faire évoluer l'activité d'affiliation des commerçants au système de paiement par carte conformément aux objectifs assignés à la convention interbancaire de promouvoir le commerce de proximité et de favoriser le paiement par carte. Les travaux de ladite commission ont porté sur :

- Le lancement d'une enquête de satisfaction auprès des commerçants et des porteurs,
- La révision de la liste du commerce de proximité pour étudier la question de non rentabilité des opérations de paiement liées à ce commerce,
- Le réexamen de la méthode de calcul du taux de disponibilité des GABs,
- Le réexamen du projet de l'acquéreur unique en Tunisie,
- La mise en place des mesures d'encouragement (programme de fidélité) à l'utilisation de la carte bancaire comme moyen de paiement.

● **Migration du système national de Télécompensation de la version 48 heures à la version 24 heures**

Dans le cadre de l'action de modernisation des systèmes de paiement nationaux engagée, visant particulièrement l'amélioration de la qualité des services et la conformité aux normes internationales et sous l'assistance de la structure de gouvernance de la monétique, le projet national de la migration du Système de Télécompensation de la version 48 heures à la version 24 heures a été concrétisé d'une façon progressive passant par le virement et le prélèvement, respectivement en novembre 2010 et en décembre 2010 à la lettre de change en janvier 2011 et au chèque au mois de mai 2011.

● **Relations avec VISA**

Les efforts du secteur bancaire se sont multipliés au cours de l'année 2011 sous l'assistance de la structure de gouvernance de la monétique, dans les négociations avec VISA INC en tenant des réunions plénières portant notamment

sur la réduction des charges fixes d'acquisition payables par la communauté à VISA Inc et sur l'établissement d'un accord qui désengage VISA de toute responsabilité en cas de non paiement des transactions domestiques en mentionnant qu'elle ne garantira que les transactions internationales. Les sujets y afférents sont suivis mensuellement par le comité de pilotage présidé par Monsieur le Vice -Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie.

2- COOPÉRATION AVEC LES INSTANCES ET ORGANISMES ÉCONOMIQUES

Dans le cadre de sa stratégie de développement et conformément aux orientations tracées, l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers a renforcé au cours de l'année 2011 ses activités communautaires et a diversifié ses interventions. En agissant au nom du secteur, l'Association a affirmé sa présence et a confirmé la contribution de la profession au développement économique du pays. Outre le recensement des statistiques relatives au secteur et la conduite des travaux relatifs à la préparation du rapport annuel 2010, l'activité de l'Association a concerné les axes suivants :

- Mise en place d'un service commun de médiation bancaire,
- Conduite des travaux relatifs à la préparation des négociations sociales au titre de l'année 2011,
- Régularisation des situations sociales au profit du personnel de l'APTBEF,
- Le lancement du site web de l'Association dans sa nouvelle version,
- Conduite des travaux du Comité « Conformité » relatifs aux modalités d'application de la circulaire aux établissements de crédit n°2011-06 : « Renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédit »,
- Organisation d'une journée sur le thème « Les nouveaux défis de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme » en collaboration avec la société VITALIS « Training Consulting Software Solutions »,
- Participation, en tant que membre dans le groupe consultatif des entreprises, aux travaux relatifs au projet de simplification des procédures fiscales et douanières avec le Ministère des Finances.

- En marge de ses activités courantes, l'Association a participé aux réunions et manifestations suivantes :
 - > Séminaire organisé par l'Académie des Banques et Finances sur le thème « vers Bâle III »,
 - > Réunions périodiques des comités du COPIL tenues au Ministère de l'Industrie et de la technologie,
 - > Réunion de coordination inter-associations des banques maghrébines,
 - > Réunions périodiques du Conseil d'Administration de la SOTUGAR,
 - > Travaux de la commission sur « les indicateurs d'infrastructure de base » au siège du Ministère du Développement et de la Coopération Internationale,
 - > Travaux des réunions des commissions tenues au siège du Conseil National de la Statistique portant sur la nature de l'information statistique, statistiques économiques et statistiques du développement durable,
 - > Forum annuel de l'Economiste sur le thème « Les défis post-révolution de l'économie tunisienne »,
 - > Journées nationales de l'entrepreneuriat et de l'innovation, organisées par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) en collaboration avec l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), la Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises (BFPME) et l'Association Allemande « Friedrich Naumann »,
 - > 26ème édition des journées de l'entreprise sous le thème « l'Entreprise et le schéma de développement : Engagement et Equité » organisées par l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise (IACE),
 - > La conférence débat sur le thème « La gouvernance et le monde arabe en transition démocratique » organisée à l'initiative de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et la Banque Africaine de Développement (BAD),

- > La conférence ayant pour thème «Stimuler la croissance et l'investissement en période de transition» organisée par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, le Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée, l'UTICA et le CJD.

V



ANNEXES STATISTIQUES

1- ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2- RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES AGENCES

**3- RÉPARTITION DES EMPLOYÉS DES ÉTABLISSEMENTS DE
CRÉDIT**

**4- ÉTATS FINANCIERS DE L'APTBEF RELATIFS À
L'EXERCICE 2011**



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DES BANQUES

BILAN DES BANQUES EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	TQB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	TOTAL
ACTIF																						
Caisse et avoirs auprès de la BCT , CCP et TGT	45 416	3 216	237 490	184 909	22 159	150 593	109 772	119 408	55 068	46 291	213 654	4 707	35 918	29 903	4 495	9 088	20 680	5 238	3 244	4 497	53	1 305 799
Créances sur les établissements bancaires et financiers	518 237	4 755	121 167	226 250	98 490	263 939	979 342	329 007	308 870	72 024	123 813	159 716	33 267	7 888	51 260	56 350	133 129	162 922	3 308	244 547	8 021	3 906 302
Créances sur la clientèle	2 327 650	175 694	5 916 989	3 076 965	2 860 432	4 285 124	4 818 800	5 557 293	1 883 093	2 726 920	4 259 203	64 853	810 676	496 502	243 946	484 267	267 824	360 272	634 776	34 672	115 424	41 401 375
Portefeuille-titres commercial	1 057 104	0	392 456	299 244	140 231	210 047	615 120	132 557	7 354	0	145 990	87 743	6 889	21 257	2 489	0	160	4 255	0	0	0	3 122 896
Portefeuille d'investissement	263 703	877	369 346	62 412	210 656	443 839	207 334	303 667	141 221	56 538	249 877	25	33 915	47 800	3 658	54 399	18 636	42 578	2 891	52	3 155	2 516 579
Valeurs immobilisées	62 531	3 183	56 111	160 838	42 643	107 968	162 840	79 836	47 480	38 710	69 291	106	18 789	6 841	11 520	12 151	49 655	5 177	7 311	1 649	948	945 578
Autres actifs	37 976	11 605	124 737	154 958	13 433	54 679	196 034	550 393	32 005	37 865	408 707	5 829	34 137	46 388	10 098	11 550	20 184	3 232	14 408	6 284	843	1 775 345
TOTAL ACTIF	4 312 617	199 330	7 218 296	4 165 576	3 388 044	5 516 189	7 089 242	7 072 161	2 475 091	2 978 348	5 470 535	322 979	973 591	656 579	327 466	627 805	510 268	583 674	665 938	291 701	128 444	54 973 874

PASSIF

Banque Centrale, CCP	0	2 572	899 203	290 815	0	576 461	3 416	142 070	0	12 002	0	1 088	91 000	81 163	0	0	0	0	2 955	0	0	2 102 745
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	466 681	201 553	84 061	30 024	342 388	151 009	413 991	151 700	356 449	38 591	331 198	70 021	27 993	71 794	41 692	113 715	893	317 881	6 286	25 867	0	3 243 787
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 229 809	176 196	4 969 221	3 315 950	2 401 451	3 712 487	5 759 639	5 240 145	1 770 165	2 452 058	3 332 312	218 605	599 670	289 784	187 869	212 310	419 931	175 145	4 554	233 179	2 553	38 703 033
Emprunts et ressources spéciales	157 449	2 013	460 724	86 794	78 244	581 642	125 493	471 062	54 541	279 182	538 048	0	66 804	590	22 864	146 142	13 046	121	574 786	0	41 836	3 701 381
Autres passifs	28 705	8 224	232 222	93 958	67 546	52 330	267 534	539 179	79 340	74 747	827 643	5 789	23 264	30 047	8 947	10 341	19 443	10 842	35 520	5 788	2 323	2 423 732
TOTAL PASSIF	3 882 644	390 558	6 645 431	3 817 541	2 889 629	5 073 929	6 570 073	6 544 156	2 260 495	2 856 580	5 029 201	295 503	808 731	473 378	261 372	482 508	453 313	503 989	624 101	264 834	46 712	50 174 678

CAPITAUX PROPRES

Capital	100 000	5 000	160 000	168 750	112 500	100 000	170 000	124 300	75 759	196 000	90 000	25 000	100 000	100 000	60 000	90 000	70 000	70 000	40 000	50 000	88 250	1 995 559
Dotation de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	117 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 000
Primes d'émissions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000
Réserves	296 778	900	245 215	84 931	278 054	277 326	295 693	358 122	117 608	14 217	331 616	0	61 105	82 683	4 183	48 683	0	5 010	3 908	277	96	2 506 405
Actions propres	0	0	-1 367	0	0	0	0	-2 851	0	0	0	0	0	0	0	-840	0	0	0	0	0	-5 058
Autres capitaux propres	0	2 723	133 000	87 315	49 277	423	22	37 324	488	0	414	0	3 712	0	0	0	523	0	0	0	987	316 208
Résultats reportés	18	-174 520	48	-24 482	918	1	5 257	-117 277	3	-111 769	5 072	0	20	107	0	4 496	-8 625	1	1 344	-23 478	-1 036	-443 902
Modification comptable	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 114	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 114
Résultat de l'exercice	33 177	-25 331	35 969	31 521	57 666	64 510	48 197	11 387	22 852	23 320	14 232	2 476	23	411	1 911	2 958	-14 943	4 674	-3 415	68	-6 565	305 098
TOTAL CAPITAUX PROPRES	429 973	-191 228	572 865	348 035	498 415	442 260	519 169	528 005	214 596	121 768	441 334	27 476	164 860	183 201	66 094	145 297	56 955	79 685	41 837	26 867	81 732	4 799 196
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 312 617	199 330	7 218 296	4 165 576	3 388 044	5 516 189	7 089 242	7 072 161	2 475 091	2 978 348	5 470 535	322 979	973 591	656 579	327 466	627 805	510 268	583 674	665 938	291 701	128 444	54 973 874

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	TQB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	TOTAL
PASSIFS EVENTUELS																						
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	203 276	37 653	1 246 134	294 600	324 988	875 341	974 203	1 076 378	943 436	486 911	350 483	7 696	91 314	110 681	18 846	67 378	34 259	80 003	84	4 079	0	7 227 743
Crédits documentaires	438 127	9 373	541 009	250 361	166 928	197 802	457 427	608 336	264 452	73 115	137 708	2 810	52 453	12 432	12 443	31 496	31 095	196 686	0	3 953	0	3 488 006
Actifs donnés en garantie	0	0	898 000	0	262 000	567 000	0	0	0	0	0	0	0	7 063	0	0	0	0	0	0	0	1 734 063
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	641 403	47 026	2 685 143	544 961	753 916	1 640 143	1 431 630	1 684 714	1 207 888	560 026	488 191	10 506	143 767	130 176	31 289	98 874	65 354	276 689	84	8 032	0	12 449 812
ENGAGEMENTS DONNES																						
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	344 959	0	300 664	140 340	145 087	348 880	93 730	189 776	252 300	101 681	1 148 363	43 885	11 244	3 479	19 233	28 673	86 181	8 814	34 637	16 210	24 717	3 342 853
Engagements sur titres	2 793	0	6 702	38	2 388	1 049	4 420	3 942	27	0	8 177	0	176	522	0	123	0	0	695	0	4 999	36 051
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	347 752	0	307 366	140 378	147 475	349 929	98 150	193 718	252 327	101 681	1 156 540	43 885	11 420	4 001	19 233	28 796	86 181	8 814	35 332	16 210	29 716	3 378 904
ENGAGEMENTS RECUS																						
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	61	31 117	0	0	0	0	382 076	0	0	11 000	0	26 346	0	0	0	0	38 402	489 002
Garanties reçues	756 921	2 092	560 890	904 512	1 476 552	776 256	1 806 164	1 572 563	1 777 759	945 522	75 483	120 243	9 210	273 900	11 729	432 279	194 124	95 457	449 193	15 176	82 150	12 338 175
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	756 921	2 092	560 890	904 512	1 476 613	807 373	1 806 164	1 572 563	1 777 759	945 522	457 559	120 243	9 210	284 900	11 729	458 625	194 124	95 457	449 193	15 176	120 552	12 827 177

COMPTES DE RÉSULTAT DES BANQUES EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTLJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	TQB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE																						
Intérêts et revenus assimilés	145 289	12 535	335 021	199 348	175 694	259 330	314 554	321 379	117 339	158 306	254 789	13 606	45 743	28 160	12 809	30 983	18 718	15 023	11 499	5 399	4 770	2 480 294
Commissions en produits	32 630	1 667	49 058	52 973	34 342	43 778	71 585	56 920	35 502	40 406	36 810	1 075	5 985	6 632	1 642	5 137	3 693	4 353	3 656	2 860	475	491 179
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	62 908	325	30 130	31 292	13 741	19 290	74 415	19 711	9 437	9 424	24 358	5 914	2 312	1 827	756	2 327	1 476	1 949	13	682	0	312 287
Revenus du portefeuille d'investissement	11 489	15	16 656	5 732	12 173	25 280	9 557	9 305	7 743	3 824	1 731	0	9 282	4 656	1 061	1 795	374	2 204	0	0	0	122 877
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	252 316	14 542	430 865	289 345	235 950	347 678	470 111	407 315	170 021	211 960	317 688	20 595	63 322	41 275	16 268	40 242	24 261	23 529	15 168	8 941	5 245	3 406 637
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE																						
Intérêts encourus et charges assimilées	100 431	16 459	170 279	105 044	81 756	172 092	127 821	182 117	46 262	68 940	124 859	10 350	28 204	13 742	3 897	16 990	8 668	7 832	0	1 549	908	1 288 200
Commissions encourues	6 103	5	1 450	2 883	1 050	4 570	3 155	3 842	2 347	2 764	4 591	0	262	0	88	253	320	124	1 357	170	28	35 362
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	187	11	0	0	198
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	106 534	16 464	171 729	107 927	82 806	176 662	130 976	185 959	48 609	71 704	129 450	10 350	28 466	13 742	3 985	17 243	8 988	8 143	1 368	1 719	936	1 323 760
PRODUIT NET BANCAIRE	145 782	-1 922	259 136	181 418	-153 144	171 016	339 135	221 356	121 412	140 256	188 238	10 245	34 856	27 533	12 283	22 999	15 273	15 386	-13 800	7 222	4 309	2 082 877
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-32 992	-13 920	-80 105	-31 739	-39 604	-28 544	-61 674	-82 345	-13 724	-31 999	-74 919	49	-14 679	-12 513	-3 473	-5 903	-866	-916	-4 463	-194	-5 102	-539 625
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-1 732	0	-378	1 333	669	238	-3 296	-955	-167	-616	-7 064	0	-910	279	18	-534	-3 504	-317	0	0	-126	-17 062
Autres produits d'exploitation	92	9	471	2 430	596	1 793	3 760	3 387	2 741	51	11 451	0	1 185	76	77	208	148	0	2	160	141	28 778
Frais de personnel	43 290	7 792	108 688	65 805	28 934	52 631	142 408	94 215	51 113	58 306	72 846	4 813	13 700	9 648	4 584	8 428	12 553	6 357	9 107	3 928	4 177	803 323
Charges générales d'exploitation	23 700	1 491	24 805	26 438	10 712	12 910	41 350	20 295	23 913	18 734	17 941	1 621	5 439	3 845	1 770	3 543	5 532	1 989	3 131	2 543	1 351	253 053
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	10 092	199	6 228	11 902	6 397	5 473	14 963	6 511	8 926	6 014	7 453	48	1 773	971	619	1 021	7 607	884	740	646	252	98 719
RESULTAT D'EXPLOITATION	34 068	-25 315	39 403	49 297	68 762	73 489	79 204	20 422	26 310	24 638	19 466	3 812	-460	911	1 932	3 778	-14 641	4 923	-3 639	71	-6 558	399 873
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	309	0	2 705	-307	714	256	586	-546	3 516	112	-1 080	-26	553	-457	0	-312	0	-225	240	4	-2	6 040
Impôts sur les bénéfices	1 200	16	6 139	17 469	11 810	9 235	31 593	8 489	6 974	220	4 154	1 310	70	43	21	508	28	24	16	7	5	99 331
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	33 177	-25 331	35 969	31 521	57 666	64 510	48 197	11 387	22 852	24 530	14 232	2 476	23	411	1 911	2 958	-14 669	4 674	-3 415	68	-6 565	306 582
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 210	0	0	0	0	0	0	-274	0	0	0	0	-1 484
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	33 177	-25 331	35 969	31 521	57 666	64 510	48 197	11 387	22 852	23 320	14 232	2 476	23	411	1 911	2 958	-14 943	4 674	-3 415	68	-6 565	305 098
Effets des modifications comptables	0	0	0	12 100	0	0	0	-117 277	-2 114	0	4 630	0	0	0	0	0	0	0	-309	0	0	-102 970
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	33 177	-25 331	35 969	43 621	57 666	64 510	48 197	-105 890	20 738	23 320	18 862	2 476	23	411	1 911	2 958	-14 943	4 674	-3 724	68	-6 565	202 128

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DES ÉTABLISSEMENTS DE LEASING

BILANS DU LEASING EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
ACTIF										
Caisse et avoirs auprès des banques	0	5 137	0	1 613	0	0	0	0	0	6 750
Liquidités et équivalents de liquidités	603	0	17 005	0	1 503	2 286	985	2 106	4 123	28 611
Créances sur la clientèle	479 765	313 952	334 144	278 073	134 692	139 091	107 566	151 791	247 405	2 186 479
Portefeuille-titres commercial	733	500	0	0	1	0	0	138	193	1 565
Portefeuille d'investissement	36 708	12 833	17 051	176	5 193	1 100	30	2 316	2 302	77 709
Valeurs immobilisées	5 053	3 270	4 563	4 338	1 779	290	3 755	3 532	3 042	29 622
Autres actifs	11 898	3 166	12 948	15 590	9 211	7 534	5 586	5 297	1 494	72 724
TOTAL DES ACTIFS	534 760	338 858	385 711	299 790	152 379	150 301	117 922	165 180	258 559	2 403 460
PASSIF										
Concours bancaires et dettes rattachées	10 755	0	0	1 803	0	2 786	0	457	3 989	19 790
Emprunts et ressources spéciales	387 701	274 191	309 479	241 233	109 482	114 453	92 227	117 526	215 272	1 861 564
Comptes courants des Adhérents	0	0	0	1 251	0	0	0	0	0	1 251
Dettes envers les établissements financiers	0	0	0	0	148	0	0	0	0	148
Dettes envers la clientèle	13 188	3 661	3 045	0	2 367	2 214	3 134	2 446	3 071	33 126
Fournisseurs et comptes rattachés	25 669	9 860	24 197	17 888	8 340	8 097	1 780	18 509	8 571	122 911
Provisions pour passifs et charges	1 021	0	0	0	0	0	121	0	0	1 142
Autres passifs	3 939	4 919	0	10 277	1 736	1 882	3 409	1 599	1 287	29 048
TOTAL DES PASSIFS	442 273	292 631	336 721	272 452	122 073	129 432	100 671	140 537	232 190	2 068 980
CAPITAUX PROPRES										
Capital social	35 000	25 000	17 000	21 250	20 000	15 000	15 000	15 000	20 000	183 250
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0	0	1 500	1 000	2 500
Réserves	33 869	12 680	28 397	1 116	5 280	4 448	952	3 702	2 305	92 749
Fonds pour risques bancaires géré	0	0	0	0	0	0	0	220	0	220
Actions propres	0	-410	0	0	0	0	0	0	0	-410
Autres capitaux propres	0	0	0	0	3 500	0	500	403	0	4 403
Résultats reportés	16 254	754	131	0	1 267	395	0	1 028	1 017	20 846
Effets des modifications comptables	0	0	0	-683	0	0	-143	0	0	-826
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	85 123	38 024	45 528	21 683	30 047	19 843	16 309	21 853	24 322	302 732
Résultat net de l'exercice	7 364	8 203	3 462	5 655	259	1 026	942	2 790	2 047	31 748
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	92 487	46 227	48 990	27 338	30 306	20 869	17 251	24 643	26 369	334 480
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	534 760	338 858	385 711	299 790	152 379	150 301	117 922	165 180	258 559	2 403 460

COMPTES DE RÉSULTAT DU LEASING EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION										
Intérêts et produits assimilés de leasing	41 590	31 144	32 606	22 163	10 461	12 445	10 290	13 757	23 106	197 562
Variation des produits réservés	-1 129	0	-648	0	-231	0	-117	-303	0	-2 428
Intérêts de retard	0	0	550	0	0	0	0	194	0	744
Variation des intérêts de retard réservés	0	0	-7	0	0	0	0	0	0	-7
Autres produits d'exploitation	860	448	250	1 240	596	192	154	434	18	4 192
Revenus de factoring	0	0	0	446	0	0	0	0	0	446
TOTAL DES PRODUITS DE D'EXPLOITATION	41 321	31 592	32 751	23 849	10 826	12 637	10 327	14 082	23 124	200 509
Charges financières nettes	21 670	14 899	16 221	11 651	5 017	6 628	4 590	6 204	12 564	99 444
Commissions encourues	0	0	0	69	0	0	0	0	0	69
Produits des placements	4 493	374	346	60	126	24	0	148	104	5 675
PRODUIT NET DE LEASING	24 144	17 067	16 876	12 189	5 935	6 033	5 737	8 026	10 664	106 671
Charges de personnel	5 326	3 097	3 098	2 352	1 934	1 430	1 265	1 665	2 483	22 650
Autres charges d'exploitation	3 754	1 589	2 079	1 243	1 631	692	655	1 131	1 668	14 442
Dotations nettes aux provisions sur risques clients et résultat des créances radiées	-6 127	-2 075	-6 269	-1 036	-1 527	-2 224	-1 727	-1 470	-3 657	-26 112
Dot. nettes aux prov. pour dépréciation des titres	140	250	-305	23	58	0	0	0	0	166
Dot. nettes aux provisions pour risques divers	-298	-30	0	-75	-53	0	0	0	-15	-471
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	0	14	0	0	0	0	0	0	0	14
Dot. aux amortissements des immob. propres	745	450	870	350	332	93	164	230	366	3 600
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	16 110	6 977	12 621	5 033	5 419	4 439	3 811	4 496	8 189	67 095
RESULTAT D'EXPLOITATION	8 034	10 090	4 255	7 156	516	1 594	1 926	3 530	2 475	39 576
Autres gains ordinaires	622	139	528	137	213	4	16	243	13	1 915
Autres pertes ordinaires	1	8	17	155	401	0	1	3	1	587
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	8 655	10 221	4 766	7 138	328	1 598	1 941	3 770	2 487	40 904
Impôts sur les bénéfices	1 291	2 018	1 304	1 483	69	572	999	980	440	9 156
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	7 364	8 203	3 462	5 655	259	1 026	942	2 790	2 047	31 748
Effets des modifications comptables	0	0	0	0	0	0	-144	0	0	-144
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	7 364	8 203	3 462	5 655	259	1 026	798	2 790	2 047	31 604

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DES SOCIÉTÉS DE FACTORING

BILANS DES SOCIÉTÉS DE FACTORING EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	3 025	210	3 235
Amortissements (-)	-1 306	-184	-1 490
Immobilisations incorporelles nettes	1 719	26	1 745
Immobilisations corporelles	946	1 716	2 662
Amortissements (-)	-637	-847	-1 484
Immobilisations corporelles nettes	309	869	1 178
Immobilisations financières	1 111	2 044	3 155
Provisions (-)	0	0	0
Immobilisations financières nettes	1 111	2 044	3 155
Autres actifs non courants	0	59	59
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	3 139	2 998	6 137
ACTIFS COURANTS			
Affacturages et comptes rattachés	100 250	79 718	179 968
Provisions et agios réservés (-)	-2 710	-11 408	-14 118
Affacturages et comptes rattachés nets	97 540	68 310	165 850
Autres actifs courants	465	489	954
Liquidités et équivalents de liquidités	4	207	211
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	98 009	69 006	167 015
TOTAL DES ACTIFS	101 148	72 004	173 152
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	10 000	15 000	25 000
Réserves	925	2 103	3 028
Résultats reportés	3 398	-2 495	903
Autres capitaux propres	1 112	0	1 112
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	15 435	14 608	30 043
Résultat net de l'exercice	1 348	2 269	3 617
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	16 783	16 877	33 660
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	4 500	10 000	14 500
Fonds de garantie	0	13 429	13 429
Provisions	850	56	906
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	5 350	23 485	28 835
PASSIFS COURANTS			
Adhérents et comptes rattachés	29 212	789	30 001
Autres passifs courants	3 023	3 447	6 470
Concours bancaires et autres passifs	46 780	27 406	74 186
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	79 015	31 642	110 657
TOTAL DES PASSIFS	84 365	55 127	139 492
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	101 148	72 004	173 152

COMPTES DE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS DE FACTORING EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE			
Commissions d'affacturage	3 428	2 263	5 691
Intérêts de financement	5 200	0	5 200
Produits financiers de mobilisation	0	4 595	4 595
Autres produits financiers de placement	0	66	66
Autres commissions de factoring	133	0	133
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE	8 761	6 924	15 685
Charges financières nettes	2 331	2 278	4 609
Commissions encourues	500	0	500
Produits des placements	277	0	277
PRODUIT NET D'AFFACTURAGE	6 207	4 646	10 853
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais généraux	0	933	933
Frais du personnel	1 883	1 858	3 741
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 226	213	1 439
Reprises du compte affacturage	0	963	963
Autres produits d'exploitation	0	20	20
Autres charges d'exploitation	899	0	899
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	4 008	2 021	6 029
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 199	2 625	4 824
Autres gains ordinaires	11	0	11
Autres pertes ordinaires	12	0	12
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	2 198	2 625	4 823
Impôts sur les bénéfices	850	356	1 206
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 348	2 269	3 617

ÉTATS FINANCIERS DES BANQUES D'AFFAIRES

BILANS DES BANQUES D'AFFAIRES* EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	IMMB
ACTIF	
Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	0
Créances sur les établissements bancaires et financiers	512
Créances sur la clientèle	422
Portefeuille -titres commercial	1
Portefeuille d'investissement	250
Valeurs immobilisées	1 339
Autres actifs	498
TOTAL ACTIF	3 022
PASSIF	
Banque Centrale de Tunisie et CCP	0
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	428
Dépôts et avoirs de la clientèle	0
Emprunts et ressources spéciales	0
Autres passifs	778
TOTAL PASSIF	1 206
CAPITAUX PROPRES	
Capital	3 000
Primes d'émission	0
Réserves	54
Modification comptable	0
Actions propres	0
Autres capitaux propres	0
Résultats reportés	- 550
Résultats de l'exercice	- 688
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 816
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	3 022

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES D'AFFAIRES* EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	IMMB
PASSIFS EVENTUELS	
Cautions, avals et autres garanties données	98 503
Crédits documentaires	13 770
Actifs donnés en garantie	0
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	112 273
ENGAGEMENTS DONNES	
Engagements de financement donnés	104 372
Engagements sur titres	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	104 372
ENGAGEMENTS REÇUS	
Engagements de financement reçus	0
Garanties reçues	388 571
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	388 571

*La BAT n'a pas communiqué ses états financiers pour l'exercice de l'année 2011.

COMPTES DE RÉSULTAT DES BANQUES D'AFFAIRES* EXERCICE 2011

En milliers de dinars

LIBELLE	IMMB
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts et revenus assimilés	0
Commissions (en produits)	212
Travaux en cours	20
Gains sur portefeuille titre-commercial et opérations financières	11
Revenus du portefeuille d'investissement	2
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	245
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts encourus et charges assimilées	33
Commissions encourues	1
Pertes sur portefeuille-titre commercial et opérations financières	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	34
PRODUIT NET BANCAIRE	211
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	81
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	0
Autres produits d'exploitation	3
Frais de personnel	247
Charges générales d'exploitation	519
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations	55
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 688
Soldes en gains/pertes sur autres éléments ordinaires	0
Impôts sur les bénéfices	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	- 688
Soldes en gain/pertes provenant des éléments extraordinaires	0
Effets des modifications comptables (net d'impôt)	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	- 688

*La BAT n'a pas communiqué ses états financiers pour l'exercice de l'année 2011.



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES AGENCES

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU RÉSEAU DES BANQUES

GOUVERNORAT	Nombre de Succursales	Nombre d'Agences	Nombre de Bureaux	Nombre de Box de Changes	Nombre de Centres d'Affaires
Ariana	0	104	1	20	0
Ben Arous	0	96	1	12	1
Manouba	0	38	1	3	0
Tunis	13	293	3	75	9
Zaghouan	0	19	2	1	0
Nabeul	0	110	3	20	2
Bizerte	1	54	2	3	0
Béja	0	24	2	1	0
Jendouba	0	28	2	3	0
Le Kef	0	18	2	0	0
Siliana	0	11	3	0	0
Kairouan	0	20	2	1	0
Sousse	1	107	2	18	2
Monastir	0	63	2	9	0
Mahdia	0	37	2	3	0
Sfax	2	145	2	12	1
Sidi Bouzid	0	18	2	1	0
Kasserine	0	16	3	1	0
Gabès	0	39	2	3	0
Kébili	0	9	2	1	0
Médenine	0	47	5	16	0
Tataouine	0	12	2	0	0
Gafsa	0	33	2	1	0
Tozeur	0	14	2	2	0
Total	17	1355	52	206	15

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU RÉSEAU
DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS**

GOVERNORAT	ÉTABLISSEMENTS DE LEASING	SOCIÉTÉS DE FACTORING
Ariana	0	1
Ben Arous	0	0
Manouba	0	0
Tunis	8	0
Zaghouan	1	0
Nabeul	5	0
Bizerte	2	0
Béja	2	0
Jendouba	1	0
Le Kef	0	0
Siliana	0	0
Kairouan	1	0
Sousse	9	2
Monastir	1	0
Mahdia	0	1
Sfax	10	1
Sidi Bouzid	0	0
Kasserine	0	0
Gabès	6	0
Kébili	0	0
Médenine	4	0
Tataouine	0	0
Gafsa	4	0
Tozeur	0	0
Total	54	5



RÉPARTITION DES EMPLOYÉS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

PERSONNEL DES BANQUES AU 31 DÉCEMBRE 2011

BANQUES	BNA	STB	BIAT	BH	ATTIJARI BANK	UIB	AMEN BANK	BT	UBCI	ATB	BFT	BANQUE ZITOUNA	CITI-BANK	BTS	ABC	BFPME	BTK	STUSID BANK	BTE	BTL	TOB	TOTAL
EFFECTIF GLOBAL	2693	2330	2564	2044	1600	1294	1020	909	1213	1001	217	379	42	257	104	111	327	247	251	164	127	18 894
Effectif Permanent	2557	2232	2562	1802	1396	1294	928	789	1213	853	209	280	42	257	93	108	322	222	215	164	118	17 656
Effectif Contractuel	136	98	2	242	204	0	92	120	0	148	8	99	0	0	11	3	5	25	36	0	9	1238

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE*

* Personnel de service	11	38	78	41	10	3	10	18	0	7	6	1	0	7	2	1	9	9	4	5	2	262
* Personnel d'exécution	324	216	480	297	151	312	129	158	154	151	48	31	8	45	9	14	37	45	39	24	23	2 695
* Personnel d'encadrement	463	482	513	518	333	699	161	293	312	218	52	55	17	34	11	6	60	27	29	28	12	4 323
* Personnel cadres	655	658	799	346	488	0	367	241	535	213	73	136	9	96	52	53	140	98	89	48	57	5 153
* Personnel cadres supérieurs	1104	838	692	600	414	280	261	79	212	264	30	57	8	75	19	34	76	43	54	59	24	5 223

CATÉGORIE D'ÂGE*

* Moins de 25 ans	3	0	94	4	6	4	3	1	47	0	0	4	0	0	0	4	12	7	2	2	0	193
* Entre 25 & 35 ans	193	174	766	90	399	312	139	111	576	135	58	198	8	116	55	54	156	111	113	44	52	3 860
* Entre 35 & 50 ans	1553	1155	1180	1267	701	617	557	443	416	556	110	71	20	120	34	44	114	63	62	89	43	9 215
* Entre 50 & 55 ans	482	511	377	257	153	245	141	122	115	113	28	4	5	13	3	4	25	29	25	23	15	2 690
* Plus de 55 ans	326	392	145	184	137	116	88	112	59	49	13	3	9	8	1	2	15	12	13	6	8	1 698

SEXE*

* Masculin	1782	1375	1736	1132	899	698	689	576	720	514	106	198	28	153	60	77	179	133	144	100	68	11 367
* Féminin	775	857	826	670	497	596	239	213	493	339	103	82	14	104	33	31	143	89	71	64	50	6 289

PERSONNEL CONTRACTUEL

* Masculin	81	91	0	87	138	0	67	82	0	78	5	60	0	0	5	1	5	11	18	0	9	738
* Féminin	55	7	2	155	66	0	25	38	0	70	3	39	0	0	6	2	0	14	18	0	0	500

ENCADREMENT

* Diplômés de l'enseignement supérieur (1)	838	744	996	512	647	537	342**	243	569	322	68	184	33	159	72	89	187	152	121	92	68	6 975
* Diplômés de la formation professionnelle (2)	135	3	71	153	148	94	146**	62	139	34	4	8	4	7	1	1	12	8	0	7	3	1 040
* Autres (3)	852	783	425	276	109	0	242**	42	39	98	27	0	4	3	0	0	22	0	22	8	12	2 964

(1) Bac +2, ISET, Licence, Bac + 4, Doctorat (2) Diplôme du Centre APTBEF, Concours Internes, ITB, autres (3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

* non compris les contractuels.

** Données relatives à l'année 2010

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2011

ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	ÉTABLISSEMENTS DE LEASING									SOCIÉTÉS DE FACTORING		TOTAL
	T.L.	C.I.L.	ATL	ATTIJARI LEASING	M.L.	A.I.L.	EL WIFACK LEASING	HANNIBAL LEASE	BEST LEASE	T.F.	UNIFACTOR	
EFFECTIF GLOBAL	134	76	81	69	54	33	53	77	47	46	36	706
Effectif Permanent	133	67	64	65	52	33	29	57	35	46	36	617
Effectif Contractuel	1	9	17	4	2	0	24	20	12	0	0	89
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE*												
* Personnel de service	13	1	1	1	3	0	2	1	1	2	1	26
* Personnel d'exécution	6	8	17	14	8	4	7	8	1	9	3	85
* Personnel d'encadrement	18	11	24	10	8	3	2	11	10	14	8	119
* Personnel cadres	79	27	14	34	19	14	14	28	22	13	10	274
* Personnel cadres supérieurs	17	20	8	6	14	12	4	9	1	8	14	113
CATÉGORIE D'ÂGE*												
* Moins de 25 ans	3	0	1	1	3	0	0	2	3	0	0	13
* Entre 25 & 35 ans	60	25	12	37	20	13	12	38	20	16	20	273
* Entre 35 & 50 ans	55	29	47	27	25	14	16	15	9	29	13	279
* Entre 50 & 55 ans	5	10	4	0	2	4	1	2	1	1	2	32
* Plus de 55 ans	10	3	0	0	2	2	0	0	2	0	1	20
SEXE*												
* Masculin	98	53	48	44	35	23	20	42	27	27	19	436
* Féminin	35	14	16	21	17	10	9	15	8	19	17	181
PERSONNEL CONTRACTUEL												
* Masculin	1	7	2	1	1	0	15	15	8	0	0	50
* Féminin	0	2	15	3	1	0	9	5	4	0	0	39
ENCADREMENT												
* Diplômés de l'enseignement supérieur (1)	87	45	51	16	28	24	15	39	22	25	23	375
* Diplômés de la formation professionnelle (2)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
* Autres (3)	7	0	0	24	0	2	3	0	0	0	2	38

(1) Bac +2, Licence, Bac + 4, Mastère, Doctorat (2) Diplôme du Centre APTBEF, Concours Internes, ITB, autres (3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.
* non compris les contractuels.

PERSONNEL DES BANQUES D’AFFAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

BANQUES	IMMB
EFFECTIF GLOBAL	13
Effectif Permanent	13
Effectif Contractuel	0

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE*	
* Personnel de service	2
* Personnel d’exécution	1
* Personnel d’encadrement	4
* Personnel cadres	4
* Personnel cadres supérieurs	2

CATÉGORIE D’ÂGE*	
* Moins de 25 ans	0
* Entre 25 & 35 ans	8
* Entre 35 & 50 ans	3
* Entre 50 & 55 ans	1
* Plus de 55 ans	1

SEXE*	
* Masculin	5
* Féminin	8

PERSONNEL CONTRACTUEL	
* Masculin	0
* Féminin	0

ENCADREMENT	
* Diplômés de l’enseignement supérieur (1)	6
* Diplômés de la formation professionnelle (2)	0
* Autres (3)	0

(1) Bac +2, Licence, Bac + 4, Mastère, Doctorat

(2) Diplôme du Centre APTBEF, Concours Internes, ITB, autre

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

* non compris les contractuels.

**La BAT n’a pas communiqué ses données pour l’exercice de l’année 2011.



ÉTATS FINANCIERS DE L'APTBEF RELATIFS À L'EXERCICE 2011

BILAN
Arrêté Au 31/12/2011

<i>Libellés</i>	<i>au 31 décembre 2011</i>	<i>au 31 décembre 2010</i>
ACTIFS		
AC1 - Actifs immobilisés	<u>333 922,702</u>	<u>393 072,158</u>
<i>a - Immobilisations corporelles</i>	<i>1 012 058,568</i>	<i>1 004 353,949</i>
<i>Moins : amortissements</i>	<i>789 880,171</i>	<i>750 716,217</i>
	<u>222 178,397</u>	<u>253 637,732</u>
<i>b- Immobilisations incorporelles</i>	<i>131 248,734</i>	<i>149 085,764</i>
<i>Moins : amortissements et provisions</i>	<i>121 025,679</i>	<i>111 172,588</i>
	<u>10 223,055</u>	<u>37 913,176</u>
<i>c- Autres immobilisations</i>	<i>101 521,250</i>	<i>101 521,250</i>
<i>Moins : amortissements et provisions</i>		
AC2 - Apports à recevoir	<u>832 882,324</u>	<u>698 927,834</u>
AC3 - Autres actifs	<u>516 379,585</u>	<u>388 252,472</u>
<i>a- Stock</i>	<i>13 750,774</i>	<i>10 237,091</i>
<i>b- Débiteurs divers</i>	<i>483 957,678</i>	<i>368 249,807</i>
<i>c - Autres actifs</i>	<i>18 671,133</i>	<i>9 765,574</i>
AC4 - Placements et autres actifs financiers		
<i>Moins : provisions</i>		
AC5 - Liquidités et équivalents de liquidités	<u>195 236,413</u>	<u>270 168,905</u>
Total des actifs	<u>1 878 421,024</u>	<u>1 750 421,369</u>

<i>Libellés</i>	<i>au 31 décembre 2011</i>	<i>au 31 décembre 2010</i>
Actifs Nets et Passifs		
<u><i>Actifs nets</i></u>	<u>595 629,182</u>	<u>549 140,101</u>
AN1 - Autres actifs investis en immobilisations	96 400,000	96 400,000
AN3 - Autres actifs nets affectés	5 618,918	7 451,840
AN4 - Actifs nets non affectés	493 610,264	445 288,261
<i>Excédents reportés es produits par rapport aux charges de l'exercice</i>	<i>445 288,261</i>	<i>238 750,651</i>
<i>Excédent des produits par rapport aux charges de l'exercice</i>	<i>48 322,003</i>	<i>206 537,610</i>
<u>Passifs</u>	<u>1 282 791,842</u>	<u>1 201 281,268</u>
PA1 - Emprunts	166 640,136	173 687,274
- Provisions	1 510,383	1 510,383
PA2 - Apports reportés	41 870,151	55 057,198
PA3 - Autres Passifs	1 064 574,804	965 304,916
<i>a- Crédoeurs divers</i>	<i>1 054 940,935</i>	<i>955 192,659</i>
<i>b- Autres passifs</i>	<i>9 633,869</i>	<i>10 112,257</i>
PA4 - Concours bancaires et autres passifs financiers	<u>8 196,368</u>	<u>5 721,497</u>
Total des actifs nets et des passifs	<u>1 878 421,024</u>	<u>1 750 421,369</u>

Etat de Résultat
Arrêté Au 31/12/2011

<i>Libellés</i>	<i>Au 31 décembre 2011</i>	<i>Au 31 décembre 2010</i>
PRODUITS	<u>2 286 160,239</u>	<u>2 953 345,197</u>
PR2 - Apports		
<i>Apports reportés imputés à l'excédent</i>	2 042 705,443	2 851 394,048
PR3 - Autres produits financiers	1 499,105	2 149,084
PR4 - Autres produits d'exploitation	0,000	46 297,913
PR5 - Gains	241 955,691	6 846,164
PR6 - Produits nets des séminaires, mastère et autres actions	0,000	46 657,988
CHARGES	<u>2 237 838,236</u>	<u>2 746 807,587</u>
CH1 - Charges financières	10 896,753	15 701,589
CH2 - Dons et subventions accordés	0,000	52 319,089
CH3 - Honoraires	9 089,228	112 223,803
CH4 - Charges de personnel	1 564 580,157	1 830 489,763
CH5 - Locations	181 845,875	382 874,952
CH6 - Autres charges d'exploitation	188 070,928	282 164,927
CH7 - Dotations aux amortissements et aux provisions	283 355,295	71 033,464
CH8- Pertes exceptionnelles		
Excédent des produits par rapport aux charges	<u>48 322,003</u>	<u>206 537,610</u>

Etat de flux de trésorerie
Arrêté Au 31/12/2011

<i>Libellé</i>	<i>au 31 décembre 2011</i>	<i>au 31 décembre 2010</i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>		
Encaissements provenant des apports affectés à l'exploitation	1 971 650,945	3 035 920,395
Encaissement provenant des cours et séminaires et autres	390 526,519	603 482,427
Encaissements provenant des placements affectés à l'exploitation		
Décaissements provenant des placements affectés à l'exploitation		
Encaissements interne (APTBEF et CPF)	232 359,137	642 618,502
décaissements interne (APTBEF et CPF)	-239 613,942	-598 000,000
Décaissements relatifs aux salaires et charges sociales	-1 949 923,972	-1 838 586,427
Décaissements relatifs aux honoraires et vacations	-40 066,876	-88 837,433
Décaissements relatifs aux autres charges d'exploitation	-668 477,259	-1084199,961
Décaissements relatifs à la Maison du Banquier	-30 773,600	-620 502,674
Décaissements de l'Académie des Banques et Finances	-14 513,600	
Encaissements de la Maison du Banquier	50 525,059	47 992,340
Encaissements de l'Académie des Banques et Finances	239 570,943	
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	-58 736,646	99 887,169
<i>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</i>		
Décaissements provenant des placements affectés à l'investissement		-24 838,999
Encaissements provenant des placements affectés à l'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	-11 624,579	-25 393,999
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles		555,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'autres immobilisations		
Encaissements provenant de la cession d'autres immobilisations		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
<i>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</i>		
Encaissements provenant des apports affectés à l'acquisition d'immobilisations		
Encaissements provenant des apports sous forme de dotations		
Encaissements provenant des emprunts		0,000
Remboursement d'emprunts	-4 572,267	-5 721,497
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-4 572,267	-5 721,497
Variation de trésorerie	-74 933,492	69 326,673
Trésorerie au début de l'exercice	270 168,905	200 842,232
Trésorerie à la fin de l'exercice	195 235,413	270 168,905